



Direction Générale

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Responsable :

Monsieur Jean-Etienne DURRENBERGER
Directeur Général

STRASBOURG, le 27 Avril 2009

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées

Le Directeur Général

Jean-Etienne DURRENBERGER

CREDIT FONCIER ET COMMUNAL D'ALSACE ET DE LORRAINE-BANQUE

Société Anonyme au capital de 5 313 921 Euros Siège social: 1, rue du Dôme STRASBOURG adresse postale: BP102 67003 STRASBOURG CEDEX
Tél: 03.88.21.49.89 CFCAL Fax: 03.88.75.64.57 CCP STRASBOURG N°1118A RC: 568501282B STRASBOURG



GROUPE
CREDIT FONCIER ET COMMUNAL
D'ALSACE ET DE LORRAINE
Depuis 1872

RAPPORT ET BILAN DU

137^{ème} EXERCICE

2 0 0 8

CREDIT FONCIER ET COMMUNAL D'ALSACE ET DE LORRAINE-BANQUE

Société Anonyme au capital de 5 313 921 Euros Siège social: 1, rue du Dôme STRASBOURG adresse
postale: BP102 67003 STRASBOURG CEDEX
Tél: 03.88.21.49.89 CFCAL Fax: 03.88.75.64.57 CCP STRASBOURG N°1118A RC: 568501282B
STRASBOURG

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

COMPTES CONSOLIDÉS

NORMES IFRS

BILAN AU 31 DECEMBRE 2008

en Keuro

ACTIF	Notes	2008	2007	PASSIF	Notes	2008	2007
Caisse, Banques Centrales, C.C.P.		831	508	Banques centrales, CCP		0	
Instruments dérivés de couverture	13	0	0	Instruments dérivés de couverture	22	7 416	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	13bis	0	182	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	22bis	0	0
Actifs financiers disponibles à la vente	14	6 587	13 339	Dettes envers les établissements de crédit	23	130	2 435
Prêts et créances sur les établissements de crédit	15	3 649	1 954	Dettes envers la clientèle	24	16 892	17 373
Prêts et créances sur la clientèle	16/17	954 478	920 488	Dettes représentées par un titre	25	815 432	793 392
Actifs d'impôts courants		0	879	Passifs d'impôts courants		500	0
Actifs d'impôts différés	11C	6 448	2 009	Passifs d'impôts différés	11C	526	31
Comptes de régularisation et actifs divers	18	720	364	Comptes de régularisation et passifs divers	26	5 491	5 632
Immeubles de placement	19	3 295	3 314	Provisions	27	9 410	7 631
Immobilisations corporelles	20	3 232	3 159	Capitaux propres		123 778	119 960
Immobilisations incorporelles	21	334	257	Capitaux propres part du groupe			
				Capital et primes liées	28	28 108	22 180
				Réserves consolidées	28	87 435	82 358
				Gains/pertes latents ou différés	28	-5 096	2 819
				RESULTAT DE L' EXERCICE		13 331	12 602
				<i>Intérêts minoritaires</i>		1	1
TOTAL ACTIF		979 574	946 453	TOTAL PASSIF		979 574	946 453

COMPTE DE RESULTAT

en KEuros

	Notes	2008	2007
+ Produits d'intérêts et assimilés	1	70 247	59 505
- Charges d'intérêts et assimilées	1	40 291	33 928
+ Commissions (produits)	2	3 255	2 924
- Commissions (charges)	2	932	1 249
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3	0	-280
+/- Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	4	1 090	1 811
+ Produits des autres activités	5	1 513	1 695
- Charges des autres activités	5	1 499	936
Produit net bancaire		33 383	29 542
- Charges générales d'exploitation	6	10 216	9 413
- Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations d'exploitation	9	660	647
Résultat brut d'exploitation		22 507	19 482
- Coût du risque	10	633	56
Résultat d'exploitation		21 874	19 426
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs		0	0
Résultat avant impôt		21 874	19 426
- Impôts sur le résultat	11	8 544	6 824
Résultat net		13 331	12 602
- Intérêts minoritaires		0	0
Résultat net part du groupe		13 331	12 602
Résultat par action		3,83 €	3,73 €
Résultat dilué par action	12	3,83 €	3,73 €

Tableau des flux de trésorerie Méthode indirecte IFRS

en milliers d'€	31 décembre 2008	31 décembre 2007 Pro Forma	31 décembre 2007
Résultat courant avant impôt	21 874	19 426	
Résultat net			12 602
- Dotations nettes aux amortissements Immobilisations corporelles et incorporelles	-894	-851	-851
- annulation reprise provision	1 411	252	252
- Charges et produits des activités de financement			
Intérêts refinancement	(1)		35 019
- Autres mouvements			
Augmentation du stock de dettes représentées par un titre	(2)	101 968	
Elimination des plus et moins values latentes (titres en JV par résultat)	0	-777	-777
Dividendes reçus (reclassés en flux lié aux actifs financiers)	-253	-285	-285
Elimination charges sociales provisionnées	2 034	1 343	1 343
Elimination charge IS calculée			6 824
Autres mouvements	5	-3	-3
Composantes non monétaires comprises dans le résultat net et autres ajustements	24 344	101 647	41 522
Composantes des activités opérationnelles			
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-33 634	-107 438	-107 438
Elimination impact des produits calculés (dotation et reprise de provisions)	837	-130	-130
Augmentation du poste prêts et créances (solde net réalisations - remboursements)	-33 990	-112 595	-112 595
Augmentations des dettes envers la clientèle (comptes courants)	-481	5 287	5 287
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	6 147	668	668
Elimination étalement de la prime sur swap	104	0	0
Elimination impact des produits calculés (dotation et reprise de provisions)	-439	0	0
Dividendes reçus	253	285	285
Acquisition/Cessions titres en portefeuille (actifs financiers disponibles à la vente)	6 752	-937	-937
élimination variation valeur portefeuille disponible à la vente	-7 916	-493	-493
variation nette liée à l'élimination des actions d'autocontrôle	-206	1 813	1 813
Acquisition/Cessions instrument de couv de flux de tréso	7 598	0	0
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-6 238	-4 025	-4 025
Elimination impact des produits calculés (dotation et reprise de provisions)	0	0	0
Elimination dette liée aux charges sociales provisionnées	-2 034	-1 343	-1 343
Elimination de la créance IS calculée	-1 141	-157	-157
Variation autres créances	-3 063	-2 525	-2 525
- Impôt décaissé	-7 403	-6 666	-6 666
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles	5 091	3 612	-63 337
Flux liés aux immeubles de placement	-11	224	224
Elimination charge calculée (dotation aux amortissements)	0	0	0
Elimination produit calculé (reprise de provisions)	-31	36	36
Variation poste Immeubles de placement	20	188	188
Flux liés aux Immobilisations corporelles et incorporelles	743	800	800
Elimination charge calculée (dotation aux amortissements)	894	851	851
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-73	-177	-177
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-78	126	126
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement	732	1 024	1 024
Augmentation du Capital	5 928	13 507	13 507
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-7 429	-15 837	-15 837
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	0	0	66 949
Intérêts liés au refinancement	(1)		-35 019
Augmentation du stock de dettes représentées par un titre	(2)	101 968	
Trésorerie nette provenant des activités de financement	-1 501	-2 329	64 620
Trésorerie et équivalents trésorerie à l'ouverture	27	-2 279	-2 279
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles	5 091	3 612	-63 337
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement	732	1 024	1 024
Trésorerie nette provenant des activités de financement	-1 501	-2 329	64 620
Trésorerie et équivalents trésorerie à la clôture	4 350	27	27

(1) Les intérêts liés au refinancement sont rattachés à l'activité opérationnelle

(2) Les dettes représentées par un titre relèvent de l'activité opérationnelle

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	Capital et réserves liées			Réserves conso.	Gains/pertes latents ou différés (nets d'IS)		Résultat net part du groupe	Total Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Capital	Primes	Réserves	Réserves consolidées	Variations de valeur des instruments financiers					
					Variation juste valeur sur actifs disponibles à la vente	Variation juste valeur dérivés de couverture				
Capitaux propres au 31 décembre 2006	4 830	3 842		81 317	3 313		15 067	108 369	1	108 370
Affectation du résultat N-1				15 067			-15 067			
Distribution N au titre du résultat N-1				-15 837				-15 837		
Variations de valeurs des instruments financiers et immobilisations affectant les KP					-493			-493		
Résultat N							12 602	12 602		
cession actions auto-contrôle				1 894				1 894		
acquisition actions auto-contrôle				-83				-83		
Augmentation capital et prime d'émission	320	13 188						13 508		
Autres variations :										
Capitaux propres au 31 décembre 2007	5 150	17 030		82 358	2 820		12 602	119 960	1	119 961
Affectation du résultat N-1				12 602			-12 602			
Distribution N au titre du résultat N-1				-7 429				-7 429		
Augmentation capital et prime d'émission	164	5 764						5 927		
Variations de valeurs des instruments financiers et immobilisations affectant les KP					-2 835			-2 835		
Résultat N							13 331	13 331		
cession actions auto-contrôle				112				112		
acquisition actions auto-contrôle				-319				-319		
ID sur élimination actions propres				112	-37			75		
Gains/pertes sur instruments flux de trésorerie						-5 044		-5 044		
Autres variations :										
Capitaux propres au 31 décembre 2008	5 314	22 794	0	87 436	-52	-5 044	13 331	123 778	1	123 779

Notes annexes aux comptes consolidés

I Principes de consolidation comptable

Nos états financiers consolidés au 31 décembre 2008 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standard), tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Outre le bilan et le compte de résultat consolidés, les états financiers consolidés comprennent un tableau des variations des capitaux propres et des participations minoritaires, un tableau des flux de trésorerie et les notes annexes. L'information sectorielle est présentée dans les notes annexes. Aucun changement de méthode comptable n'a été adopté en 2008.

II Méthodes et évaluations comptables

Les normes et interprétations utilisées et décrites dans les états financiers annuels au 31 décembre 2008 ont été complétées par les normes et interprétations dont l'application est obligatoire pour la première fois en 2008 :

- IFRIC 11 « Action propres et transaction intra-groupe » et IFRIC 14 « IAS 19 – Limitation de l'actif au titre de prestation définies, obligations de financement minimum et leur interaction ».

L'application de ces interprétations n'a eu aucune incidence sur les comptes consolidés du groupe.

Faits marquants de l'exercice

Au cours de l'exercice, la crise financière a eu des impacts sur :

- l'activité, avec le ralentissement de la production de crédits
- les risques avec une remontée du coût du risque de crédit
- le refinancement, avec le renchérissement du coût de la liquidité

Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers peut nécessiter la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se répercutent dans la détermination des produits et des charges, des actifs et passifs du bilan et dans l'annexe aux comptes. Dans ce cas de figure, les gestionnaires, sur la base de leur jugement et de leur expérience, utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires. C'est notamment le cas :

- des dépréciations au titre du risque de crédit
- des dépréciations des titres à revenu variable

- du calcul de la valeur de marché des instruments financiers pour lesquels cette information doit être portée dans les notes annexes aux états financiers
- et de la détermination des provisions pour risque et pour couverture des engagements sociaux.

Périmètre de consolidation

Le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque détient 99,99% du capital de la société Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Société de Crédit Foncier (CFCAL-SCF). Cette société contrôlée de manière exclusive est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

Le périmètre du groupe CFCAL n'a pas évolué en 2008.

Segments opérationnels

La norme IFRS 8 « segment opérationnels » relative à l'information sectorielle, adoptée par l'Union Européenne le 22 novembre 2007 est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009, date à laquelle le Groupe appliquera la norme IFRS 8. L'information sectorielle continue donc d'être définie par la norme IAS 14. En dehors des aspects de présentation, cette norme peut, dans certains cas, avoir des incidences sur la dépréciation des écarts d'acquisition qui seraient réalloués à de nouveaux secteurs.

Le groupe CFCAL n'a pas opté pour une application anticipée de ces normes en 2008.

Il n'est toutefois pas attendu d'impact significatif de l'application de cette norme sur les comptes du Groupe CFCAL en 2009.

Instruments financiers comptabilisation et évaluation (IAS 39). — IFRS 7

Conformément à IAS 39 et IFRS 7, tous les actifs et passifs financiers qui comprennent également les instruments financiers dérivés doivent être présentés dans le bilan. A cette fin, l'intégralité du portefeuille doit être répartie en plusieurs groupes et évaluée en fonction de la classification correspondante. Les remarques ci-dessous résument la manière dont nous avons appliqué les règles stipulées dans cette norme au sein de notre groupe.

Classification et évaluation des actifs et passifs financiers :

Les instruments financiers comprennent les placements dans des instruments de capitaux

propres et les titres d'emprunts, les prêts et créances, la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et les dépôts à vue. Les lignes bancaires confirmées qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du Groupe CFCAL constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

Prêts et créances

Les prêts affectés à cette catégorie vérifient simultanément les critères suivants : les prêts sont émis ou acquis sans intention de les céder à court terme, l'entité n'a pas opté pour l'option juste valeur, ils ne sont pas cotés sur un marché actif, leur flux futurs sont fixes ou déterminables. Ils sont évalués au coût amorti. Cette méthode consiste à actualiser au taux d'intérêt effectif les flux futurs. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui génère les flux corrigés de l'effet de remboursement anticipé tel que la valeur actuelle de ces flux égale le capital initial augmenté des coûts internes.

Cette catégorie recouvre à l'actif l'ensemble des prêts accordés par le groupe CFCAL et au passif les ressources du CFCAL.

Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

Il s'agit des actifs financiers à paiements fixes ou déterminables et à échéances fixées que l'entreprise a l'intention expresse et la capacité de conserver jusqu'à l'échéance. Le Groupe CFCAL n'a pas utilisé la catégorie « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance » en 2008.

Actifs financiers disponibles à la vente

Cette catégorie recouvre l'ensemble des actifs financiers, quelle que soit leur nature, n'entrant dans aucune des catégories précédentes. Il s'agit principalement de titres portant intérêt, et d'actions. Ce portefeuille est évalué à la juste valeur par référence à son cours coté à la date de clôture avec impact sur les capitaux propres, dans la rubrique « Gains/pertes latents ou différés », après prise en considération de l'impôt différé. Les plus-values et moins-values n'affectent le compte de résultat qu'au moment de la cession de l'actif ou d'une dépréciation définitive.

Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente

Les « Actifs financiers disponibles à la vente » essentiellement composés de titres, sont dépréciés individuellement par contrepartie du compte de résultat lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation durable résultant d'un ou plusieurs événements intervenus depuis l'acquisition. S'agissant d'un titre à revenu variable coté sur un marché actif, une baisse significative du cours

constitue une dépréciation possible qui conduit le Groupe à procéder à une dépréciation déterminée sur la base du cours coté. Une baisse de 30% sur deux arrêts consécutifs est considérée comme significative et déclenche une évaluation approfondie du titre.

La dépréciation d'un titre à revenu variable est enregistrée en déduction du Produit Net Bancaire sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur titres disponibles à la vente ». Cette dépréciation ne pourra pas être reprise par le compte de résultat, mais par les capitaux propres.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Le CFCAL ne détient pas de titres à la juste valeur par résultat.

Dérivés de couverture :

Afin de pouvoir qualifier comptablement un instrument dérivé d'instrument de couverture, il est nécessaire de documenter dès l'initiation la relation de couverture (stratégie de couverture, nature du risque couvert, désignation et caractéristiques de l'élément couvert et de l'instrument de couverture) Par ailleurs, l'efficacité de la couverture doit être démontrée à l'origine et vérifiée rétrospectivement. Les dérivés conclus dans le cadre de relations de couverture sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi.

Couverture de flux de trésorerie :

La couverture de flux de trésorerie a pour objectif de réduire le risque inhérent à la variabilité des flux futurs d'un instrument financier (notamment, couverture du risque de taux des actifs et passifs à taux révisable).

La partie efficace des variations de juste valeur du dérivé est inscrite dans une ligne spécifique des capitaux propres recyclables, la partie inefficace devant être enregistrée en compte de résultat.

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés en compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert (dans la ligne « intérêts et produits ou charges assimilés »).

Les instruments couverts restent comptabilisés selon les règles applicables à leur catégorie comptable.

En cas d'interruption de la relation de couverture (non respect des critères d'efficacité ou vente du dérivé ou de disparition de l'élément couvert), les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés au fur et à mesure en résultat lorsque la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou rapportés immédiatement en résultat en cas de disparition de l'élément couvert.

Créances

Les créances émises sont évaluées au coût amorti à l'aide de la méthode du Taux d'Intérêt Effectif. Le coût amorti d'un crédit est le montant auquel il a été

évalué lors de sa comptabilisation initiale, diminué des remboursements de capital, majoré ou diminué de l'amortissement de certains coûts et commissions à étaler et surcotes/décotes, actualisés au TIE et diminué de toute réduction pour dépréciation ou non recouvrabilité.

Une dépréciation est comptabilisée lorsqu'une perte est encourue du fait d'un événement intervenu après la comptabilisation initiale de l'actif. Le montant de la dépréciation est la différence entre le montant inscrit au bilan au titre de l'actif et le montant recouvrable qui correspond à la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif. Dans l'appréciation des flux futurs estimés, le CFCAL retient notamment la valeur des gages apportés par les débiteurs. Au 31 décembre 2008, ces gages ont été décotés de 5%. L'impact de cette décote sur le montant des dépréciations est nul.

Les modifications de valeur des actifs ainsi dépréciés sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ». Toute réappréciation postérieure du fait d'une cause objective intervenue après la dépréciation est constatée par le compte de résultat, également dans la rubrique « Coût du risque ». A compter de la dépréciation, la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat enregistre la rémunération théorique de la valeur nette comptable de l'actif calculée au taux d'intérêt effectif d'origine utilisé pour actualiser les flux jugés recouvrables.

Outre les dépréciations sur base individuelle, le groupe CFCAL procède à des dépréciations sur la base de groupes d'actifs présentant des caractéristiques similaires en termes de risques de crédit (provisions sur base portefeuille). Cette provision est évaluée à partir de séries statistiques permettant d'apprécier plus finement le risque de perte sur ces engagements.

Immobilisations

Les normes IAS 16 et IAS 40 distinguent plusieurs catégories d'immobilisations :

- Les immeubles de placement : IAS 40 définit un immeuble de placement comme un bien immobilier (terrain ou bâtiment – ou partie de bâtiment – ou les deux) détenu (par le propriétaire ou par le preneur dans le cadre d'un contrat de location financement) pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital ou les deux, plutôt que pour l'utiliser dans la production ou la fourniture de biens ou de services ou à des fins administratives ou le vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.
- Les autres immobilisations corporelles : selon IAS 16, il s'agit des actifs corporels

qui sont détenus par une entité soit pour être utilisés dans la production ou la fourniture de biens et services, soit pour être loués à des tiers, soit à des fins administratives ; pour les biens immobiliers, ce sont ceux qui sont occupés par leur propriétaire, par opposition aux immeubles de placement.

Le Groupe CFCAL a retenu comme règle de comptabilisation des immeubles de placement et autres immobilisations corporelles celle du coût, soit la valeur d'origine diminuée du cumul des amortissements. La valeur résiduelle des immobilisations est considérée comme nulle.

L'approche par composant consiste à amortir distinctement les éléments significatifs d'une immobilisation prise dans son ensemble. Si certains de ces éléments ont un même plan d'amortissement (durée et mode), ils peuvent toutefois être regroupés pour déterminer la charge d'amortissement (*IFRS 16 § 45*). Les grandes catégories de composants suivantes ainsi que les durées d'amortissement associées ont été déterminées pour les immeubles :

- Terrain,
- Gros œuvre, (50 ans)
- Couverture / Façade / Etanchéité (20 ans)
- Equipements Techniques (10 ans)
- Agencements (10 ans).

Les autres immobilisations sont amorties selon le système de l'amortissement linéaire ou dégressif soit :

- Matériel informatique – dégressif 3 à 5 ans
- Autres matériels - linéaire 10 ans
- Logiciels - linéaire 1 à 8 ans

Stock des immeubles acquis par adjudication

Au 31 décembre 2008, le Groupe CFCAL est resté adjudicataire des trois biens pour un montant total brut de 299 K€

Dettes représentées par un titre

Ce poste comprend notamment des obligations foncières ou d'autres titres bénéficiant du privilège défini à l'article L 515-19 du code monétaire et financier, mais également des titres de créances négociables destinés à assurer le financement de l'activité du Groupe CFCAL.

Ces titres sont inscrits au passif du bilan sous la rubrique « Dettes représentées par un titre » pour leur valeur nominale.

Les intérêts et charges relatifs à ces dettes sont comptabilisés en charges d'exploitation bancaire pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés prorata temporis sur la base des taux contractuels.

Provisions

La norme IAS 37 définit une provision comme un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains. Le montant comptabilisé en provision doit être la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Le CFCAL provisionne dans cette catégorie les assignations auxquelles le groupe doit faire face dans le cadre de son activité ainsi que les contentieux fiscaux.

Provision pour engagements de retraite

Les engagements de retraite sont intégralement provisionnés. Ils sont déterminés par des actuaires indépendants sur la base d'un taux d'actualisation de 6,30%, de l'application des tables de mortalité par générationnels, du taux de turn-over et des profils de carrière propres au CFCAL-Banque. Une provision pour prime d'ancienneté est comptabilisée conformément à l'accord collectif en vigueur.

La méthode de comptabilisation retenue permet d'amortir les écarts actuariels selon la règle du corridor pour les Indemnités de Fin de Carrière. Pour les Primes d'Ancienneté, les écarts actuariels doivent être reconnus immédiatement (il s'agit d'un régime de type « autres avantages à long terme »).

Impôts sur les sociétés

a. Impôt courant

Au 31 décembre 2008, suite au contrôle fiscal portant sur les exercices 2005, 2006 et 2007, le Groupe CFCAL a constitué au passif de son bilan une provision pour litige impôt de 968 K€

b. Impôt différé

Selon IAS 12, les impôts différés sont calculés sur la base d'une approche bilantielle, c'est-à-dire sur les différences constatées entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif, et sa valeur fiscale.

Capital

Rachat d'instruments de capitaux propres (actions propres)

Si le Groupe CFCAL rachète ses propres instruments de capitaux propres, le montant de la contrepartie payée est comptabilisée net d'impôt, en diminution des capitaux propres.

Les actions rachetées sont classées en tant qu'actions propres et déduites des capitaux propres. Lorsque les actions propres sont vendues ou remises en circulation, le montant reçu est comptabilisé en augmentation des capitaux propres,

et le solde positif ou négatif de la transaction est transféré en majoration ou en minoration des résultats non distribués.

III. Détermination de la juste valeur

Un certain nombre de méthodes comptables et d'informations nécessitent de déterminer la juste valeur d'actifs et de passifs financiers et non financiers. Les justes valeurs ont été déterminées pour des besoins d'évaluation ou d'informations à fournir, selon les méthodes suivantes. Des informations complémentaires sur les hypothèses retenues pour déterminer les justes valeurs sont indiquées, le cas échéant, dans les notes spécifiques à l'actif ou au passif concerné. Le Groupe CFCAL indique la détermination de la juste valeur de ses actifs et passifs financiers dans les notes annexes.

Immobilisations corporelles

La juste valeur des immobilisations corporelles repose sur les valeurs de marché. La valeur de marché d'un immeuble est le montant estimé auquel cet actif pourrait être échangé à la date de l'évaluation, après des actions de marketing appropriées, entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale, en dehors de toute contrainte particulière. La valeur de marché des installations, équipements et agencements repose sur le prix de marché affichés pour des éléments similaires

Immeubles de placement

Tous les six mois, l'expert interne au Groupe CFCAL révisé les évaluations effectuées par l'évaluateur externe. Ce dernier est indépendant et possède une qualification professionnelle appropriée et reconnue et une expérience récente quant à la localisation géographique et la catégorie de l'immeuble de placement objet de l'évaluation.

La juste valeur repose sur la valeur de marché qui est le montant estimé auquel cet actif pourrait être échangé, après des actions de marketing appropriées, entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale, en dehors de toute contrainte particulière.

Gestion du risque

Concernant l'utilisation des instruments financiers, le groupe CFCAL est exposé aux risques suivants :

- risque de crédit,
- risque de liquidité,
- risque de marché,
- risque opérationnel.

Cette note présente des informations sur l'exposition du groupe à chacun des risques ci-dessus ainsi que son dispositif de maîtrise de ces risques.

Le management du groupe CFCAL et de ses filiales est assuré par le Directeur Général dont les responsabilités sont définies par le Conseil d'Administration. Il présente régulièrement des indicateurs permettant au Conseil d'apprécier le niveau des risques inhérents à l'utilisation des instruments financiers et les systèmes de maîtrise de ces risques.

Le dispositif de maîtrise des risques du groupe CFCAL s'appuie sur le le Comité Risques et Contrôle Interne, le Comité d'Audit et sur la Direction Risques et Sécurité.

Comité Risques et Contrôle Interne

En 2008, Le CFCAL a mis en place un comité risques et contrôle interne.

Ce comité est un organe décisionnel responsable du dispositif de maîtrise des risques et de contrôle interne.

Il a pour mission de :

- statuer sur la politique des risques du CFCAL,
- examiner le dispositif de maîtrise des risques, les indicateurs d'alerte et le reporting contrôle permanent et conformité,
- analyser les reportings réglementaires,
- suivre les réalisations des recommandations des entités de contrôle interne et externe,
- veiller à l'application des normes groupe en matière de gestion des risques et de contrôle interne,
- suivre le projet Bâle.

Les membres de ce comité sont :

- le Directeur des Engagement et Finance,
- le Responsable du domaine Gestion des Crédits, Contentieux et Juridique,
- le Directeur de l'Administration et de la Comptabilité,
- le Responsable de la Conformité et du Contrôle permanent,
- le Directeur des Risques et de la Sécurité,
- le Directeur Adjoint des Risques et de la Sécurité,
- un chargé d'étude des Risques et de la Sécurité.

Les réunions de ce comité ont lieu une fois par trimestre.

La première réunion de présentation de ce comité, s'est déroulée fin décembre.

Comité d'Audit

Le Comité d'Audit a été créé début 2005 en application du règlement n°97-02 du 21 février 1997 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière et par décision du Conseil d'Administration. Il assiste l'organe délibérant dans l'exercice de ses missions. Les missions, la composition et les modalités de fonctionnement du Comité d'Audit sont définies dans son règlement intérieur.

Le Comité se réunit au moins trois fois par an et doit, entre autres :

- contrôler la charte financière et ses modifications,
- porter une appréciation sur le système de contrôle interne,
- être informé de l'évolution des risques et suivre leur niveau,
- exercer une surveillance sur la qualité du système d'information,
- s'assurer que la société a mis en place les instruments de mesure et de limitation des risques du groupe.

Le Président du Comité rend compte des travaux du Comité au Conseil d'Administration par des rapports écrits transmis lors du Conseil suivant.

Direction Risques et Sécurité

Les fonctions risques sont assurées par la Direction Risques et Sécurité créée en 01 juillet 2008.

La Direction Risques et Sécurité a en charge le pilotage et le suivi des risques inhérents à l'activité du CFCAL et de la sécurité notamment du système d'information. Son rôle consiste à assurer le contrôle et la maîtrise des risques bancaires. Elle est chargée également de concevoir un système d'alerte et des outils permettant à la Direction Générale et aux Responsables de piloter et de suivre l'activité du CFCAL dans le respect de la réglementation et dans un souci d'optimisation économique. Elle est aussi responsable de l'application des normes risques du groupe et des dispositions bâloises.

Au sein de la DSI (Direction du Système d'Information), le CFCAL s'est doté d'une structure chargée de traiter les besoins de la Direction Risques et Sécurité. Cette entité a notamment pour missions d'automatiser le système de notation, de développer des outils de suivi de la

qualité des données et de transférer les données au CF.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe liée à une incapacité du client ou d'une contrepartie à honorer ses échéances contractuelles. Pour le CFCAL, ce risque provient essentiellement des créances clients.

L'exposition du groupe au risque de crédit est liée à la fois aux caractéristiques individuelles et à la qualité du bien immobilier mis en garantie.

Au regard du niveau du risque de contrepartie, la sélection repose en amont sur une analyse individuelle manuelle de chaque dossier par un analyste de crédit et le passage devant les instances de validation des crédits en fonction du schéma délégataire. Les critères de sélection en tenant compte du système de limites du groupe CFCAL sont examinés et révisés trimestriellement par le comité de produit. Parmi les membres de ce comité, sont présents le juriste de l'établissement et un représentant de la Direction Risques et Sécurité.

Dès le premier incident de paiement, le client est relancé par courrier et immédiatement pris en charge par un agent de la cellule téléphonique (composée de trois personnes) qui prend contact avec le débiteur. En cas de non résolution, après trois relances, le dossier est affecté à un agent gestionnaire. Celui-ci peut utiliser des outils afin de proposer des solutions d'apurement de l'impayé du client en tenant compte du système de délégation de pouvoir du CFCAL. Le système d'information génère systématiquement selon une périodicité prédéfinie (quotidienne, mensuelle...) ou à la demande, des états permettant à l'entité de contrôle hiérarchique de contrôler efficacement l'activité du département. Certaines opérations traitées au Département Gestion des Crédits font l'objet d'une validation par le responsable avant signature. Il s'agit des abandons de créances, des transferts de dossiers au département contentieux, des demandes de baisse de taux, des renégociations de l'indemnité de remboursement anticipé. Une fiche normée et disponible sur le système d'information doit être soumise pour chaque opération au responsable en vue de sa validation.

Entre 3 et 6 échéances impayées, les dossiers sont transmis au service contentieux composé principalement de juristes spécialisés en recouvrement. Ce service peut prolonger le recouvrement à l'amiable. En cas d'échec, il prononce la déchéance du terme et entreprend les actions de recouvrement judiciaires (saisie, mise en jeu juridique de la garantie hypothécaire...).

Malgré la période de hausse des taux connue en 2007, le ratio risque est resté à son niveau habituel.

Les dépréciations dues aux estimations des pertes encourues relatives aux créances des clients sont calculées dossier par dossier selon deux méthodes. La première, automatique, est effectuée par le système d'information du CFCAL. La seconde, manuelle est décidée par les agents du service contentieux.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque d'incapacité du groupe à honorer ses échéances. Il inclut également la difficulté à trouver des financements à taux raisonnables.

Le CFCAL-Banque se refinance par des emprunts réguliers de faibles montants unitaires. Cette technique permet un ajustement rapide en cas de variation et un adossement rigoureux.

L'essentiel de l'activité du groupe est porté par la filiale CFCAL-SCF tant sur les encours de prêts que sur le refinancement.

La note des obligations foncières du CFCAL-SCF a été maintenue à A+ confirmant la confiance de Standard and Poor's dans la solidité de notre filiale dont la gestion est assurée par le CFCAL-Banque.

Afin de mesurer son exposition au risque de liquidité le CFCAL, dans sa gestion ALM, a mis en place plusieurs indicateurs, calculés de manière régulière.

A court terme, les indicateurs mis en place sont les suivants :

- la trésorerie prévisionnelle à 3 mois, déterminée par la Direction Financière
- le coefficient de liquidité à 1 mois avec le respect du ratio ressources/emplois $\geq 100\%$ demandé par le régulateur (actif disponible à moins d'1 mois / passif exigible à moins d'1 mois)

A long terme, les indicateurs mis en place sont les suivants :

- le tableau de financement incluant les besoins de liquidité futurs, à l'horizon N+3, déterminé par la direction financière
- les gaps de liquidité
- le ratio de couverture annuelle des emplois par des ressources privilégiées (respect du ratio ressources/emplois $\geq 60\%$ demandé par le régulateur)

De plus, de manière plus ponctuelle, le directeur financier veille également à ce que les horizons soient identiques pour les prêts mis en place et pour les ressources émises. Pour cela, les encours édités depuis le logiciel CFCAL2000 permettent de

constater la durée moyenne des prêts mis en place et celle des ressources émises.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque de perte liée aux variations des prix du marché.

Au regard de son activité, le CFCAL est exposé principalement au risque dû aux variations des taux.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux est géré en adossant de façon la plus étroite possible en taux et en maturité les emplois et les ressources. Les ressources, de faibles montants unitaires, sont levées au fur et à mesure (tous les 10 à 15 jours). Ces ressources présentent également la caractéristique d'être amortissables ce qui permet aisément de coller au profil d'amortissement des crédits. Les déséquilibres générés par le passage à taux fixe des prêts et les remboursements anticipés sont corrigés par swaps.

Pour faire face au risque de taux, la Direction Risques et Sécurité :

- suit régulièrement l'évolution du portefeuille titres du CFCAL et adresse les mises à jour de ce portefeuille à la direction Risques du CFF pour le calcul et le contrôle de la VAR.
- établit des états de gaps de taux fixés et de gaps de liquidité conformément aux normes Crédit Foncier.
- suit régulièrement l'évolution des encours à taux variable
- adapte la charte financière groupe au périmètre du CFCAL et suit la mise en œuvre de la feuille de route de conformité relativement à cette charte.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel représente le risque de perte provenant de processus internes inadéquats ou défaillants, de personnes et systèmes ou d'événements externes.

Pour la prise en charge du suivi et du contrôle du risque opérationnel, le CFCAL s'appuie sur la Direction Risques et Sécurité. Cette direction anime l'équipe des correspondants désignés dans chaque unité opérationnelle dont le rôle consiste à saisir les incidents RO.

Elle assure la mise à jour de la cartographie, l'élaboration et l'alimentation des indicateurs d'alerte sous ORIS (système d'information groupe CNCE de gestion du risque opérationnel). Elle est aussi le relais du responsable RO du Crédit Foncier. Elle a en charge également d'alimenter les reportings destinés aux Comité Risques d'Audit et les reportings réglementaires.

Risque informatique

Le Directeur Risques et Sécurité a en charge d'assurer la sécurité informatique. Conformément à la politique sécurité du CFCAL, Il s'appuie sur une organisation mise en place en impliquant notamment la cellule informatique et le département Réseau et sécurité du CFCAL.

Le dispositif de sécurisation des systèmes d'informations mis en place est composé de:

- Un accès authentifié aux ressources informatiques.
- Une cartographie des accès aux ressources informatiques
- Une obligation d'approbation de la Direction Risques et Sécurité avant tout développement informatique
- Un outil de relevés des opérations effectuées par les informaticiens
- le manuel des modes opératoires de la gestion du parc informatique :
- la sensibilisation et la formation de l'équipe chargée de l'administration et de la gestion du réseau informatique du CFCAL
- l'examen quotidien des journaux des événements informatiques
- les plans de sauvegarde et de restauration
- la mise à jour régulière des systèmes d'exploitation notamment des programmes améliorant la sécurité
- le système performant de gestion des habilitations

Risque de blanchiment des capitaux

Leur surveillance est assurée par Le Département Contrôle Permanent et Conformité qui s'appuie sur les méthodes du service de lutte anti-blanchiment (SLAB) du Crédit Foncier.

Les conséquences environnementales et sociales des activités exercées par l'établissement :

L'activité exercée par la société n'entraîne pas de conséquences environnementales et sociales, hormis les risques liés à l'emploi de salariés.

Gestion du capital

La politique du CFCAL consiste à maintenir une base solide afin de préserver la confiance du marché et de soutenir le développement de l'activité. Le Crédit Foncier, groupe Caisse d'Epargne, est l'actionnaire de référence à 67,01% et confère à ce titre la stabilité nécessaire. L'ESCA, actionnaire de référence à hauteur de 12,87%, apporte un ancrage régional au CFCAL.

L'objectif du CFCAL est de maintenir une liquidité du titre certes réduite compte tenu de l'actionariat

stable, mais suffisante pour les petits porteurs. Le Conseil d'Administration veille au niveau du dividende et incite au réinvestissement à travers des décotes sur les prix de souscription.

Les membres du personnel sont également favorisés. Les salariés détiennent ainsi 1,07% du capital par le biais du fonds commun de placement.

Occasionnellement, le groupe achète ou cède ses propres titres sur le marché, à travers un contrat de liquidité souscrit auprès de NATIXIS SECURITIES. Le rythme de ces achats/ventes dépend du cours du marché, et des besoins d'assurer la liquidité du titre quotidiennement. Le contrat de liquidité est encadré par des bornes fixées en Assemblée générale.

Note 1 - Intérêts, produits et charges assimilés

(en milliers d'euros)	31-déc-08			31-déc-07		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations interbancaires			232			191
Intérêts sur comptes à vue, à terme, prêts et emprunts et opérations de pension	240	8	232	228	37	191
Opérations avec la clientèle			68 454			58 906
Intérêts sur comptes à vue, à terme, prêts et emprunts (hors régime spécial) et opérations de pension (dont intérêts sur créances dépréciées calculés au TIE)	69 048	470	68 578	59 267	237	59 030
Intérêts sur prêts et comptes à terme à régime spécial	-865	124	-124	-844	124	-124
Dettes représentées par un titre			-39 587			-33 452
Charges sur certificat de dépôt et BMTN		5 768	-5 768	4 103		-4 103
Charges sur emprunts obligataires		33 819	-33 819	29 349		-29 349
Instruments dérivés de couverture			916			
Intérêts sur instruments de taux d'intérêt (1)	940	24	916			
Autres	19	78	-59	10	78	-68
Total des intérêts et produits (charges) assimilés	70 247	40 291	29 956	59 505	33 928	25 577

(1) Au 31/12/2007, Les intérêts sur swaps figuraient pour un montant net de -60 K € dans le poste " Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la Juste Valeur par résultat" (Voir note 3)

Note 2 - Commissions (Produits et charges)

(en milliers d'euros)	31-déc-08			31-déc-07		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
. Commissions sur opérations avec la clientèle	-10	437	-447	23	782	-759
. Indemnités de remboursements anticipés	2 579		2 579	2 361		2 361
. Commissions sur moyens de paiement	271		271	217		217
. Commissions sur opérations sur titres	9	57	-48	13	86	-73
. Autres commissions	406	438	-32	310	381	-71
Total des commissions nettes	3 255	932	2 323	2 924	1 249	1 675

Note 3 - Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07	variation
Résultats sur instruments dérivés (1)	0	-280	280
Total des gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	0	-280	280

(1) Au 31 décembre 2008, le résultat sur instruments dérivés de couverture figure pour 916 K € en intérêts, produits et charges assimilés (Voir note 1) (cf méthodes comptables)

Note 4 - Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07	variation
Actions et autres titres à revenu variable			
Résultats de cession	1333	1630	-297
Dividendes reçus	253	285	-32
Dépréciation durable (1)	-439		-439
Autres	-57	-104	47
Total des gains/pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente comptabilisé dans le résultat	1 090	1811	-721

(1) Au 31 décembre 2008, le CFCAL-BANQUE constate pour la première fois une dépréciation durable sur ses actifs disponibles à la vente (cf méthodes comptables)

Comptabilisés directement en capitaux propres :			
Gains/pertes sur titres à revenu fixe des actifs financiers disponibles à la vente	140	-13	153
Gains/pertes sur titres à revenu variable des actifs financiers disponibles à la vente	-219	4 257	-4 477
Impôts comptabilisés directement en capitaux propres	27	-1 425	1 452
Total des gains/pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente comptabilisé en capitaux propres	-52	2 819	-2 871

Note 5 - Produits et charges des autres activités

(en milliers d'euros)	31-déc-08			31-déc-07		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Résultat de cession d'immeubles de placement	7		7	163		163
Dotations et reprises d'amortissements et de provisions sur immeubles de placement	85	234	-149	5	204	-199
Revenus et charges sur immeubles de placement	1 272	458	814	1 183	326	857
Total des produits et charges sur immeubles de placement	1 364	692	672	1 351	530	821
Autres produits et charges divers d'exploitation	83	0	83	95	46	49
Dotations et reprises de provisions aux autres produits et charges d'exploitation (1)	66	807	-741	249	360	-111
Autres produits d'exploitation bancaire	149	807	-658	344	406	-62
TOTAL GENERAL	1 513	1 499	14	1 695	936	759

(1) Essentiellement sur litiges assignations

Note 6 : Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
Impôts et taxes	833	684
Services extérieurs	1 989	2 070
Total Autres frais administratifs	2 822	2 754
Frais de personnel	7 394	6 658
Total Charges générales d'exploitation	10 216	9 412

Note 7 : Frais de personnel

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
Salaires et traitements	3 580	3 286
Charges de retraite (1)	444	1 261
Autres charges sociales et fiscales	1 983	768
Intéressement et participation	1 387	1 343
Total Frais de Personnel	7 394	6 658

(1) Au 31 décembre 2008 reclassement d'une cotisation sociale dans le poste "autres charges sociales et fiscales" pour un montant de 930 K€

Ventilation de l'effectif

	31-déc-08	31-déc-07
Non cadres	87	88
Cadres	20	19
Total Effectif	107	107

Note 8 : Engagements sociaux

Le passif social est exclusivement constitué par les indemnités de fin de carrière et les primes d'ancienneté, conformes aux conventions légales et intégralement provisionnées. Ils sont déterminés par des actuaires indépendants sur la base d'un taux d'actualisation de 6,30%, de l'application des tables de mortalité par générationnels, du taux de turn-over et des profils de carrière propres au CFCAL. Les seuls départs observés ces dernières années sont des départs en retraite. Cette cause étant modélisée par ailleurs, le taux de rotation au sein de la société peut donc être considéré comme nul. Pour la première fois cette année des départs par démission ont été constatés. L'historique est cependant trop faible pour justifier une modification de l'hypothèse.

GROUPE	en K€			
	CFCAL	CFCAL	CFCAL	CFCAL
REGIME	Groupe	Groupe	IDR	Prime d'ancienneté
	01/01/2007 31/12/2007	01/01/2008 31/12/2008	01/01/2008 31/12/2008	01/01/2008 31/12/2008
A. Evolution de l'engagement				
Engagement à l'ouverture	(460)	(489)	(347)	(142)
Coût des services rendus	(29)	(32)	(21)	(11)
Charge d'intérêt	(21)	(26)	(18)	(7)
Cotisations versées par les salariés				
Prestations payées	4	11		11
(Pertes) et gains actuariels	17	29	17	12
Acquisition				
Cession				
Modification du régime				
Réduction du régime				
Liquidation du régime				
Engagement à la clôture	(489)	(507)	(370)	(137)
B Charge de l'exercice				
Coût des services rendus	(29)	(32)	(21)	(11)
Charge d'intérêt	(21)	(26)	(18)	(7)
Amortissement des services passés				
Gains/(pertes) de réduction				
Gains/(pertes) de liquidation				
(Charge)/Produit de retraite de l'exercice	(50)	(48)	(41)	(7)
C Provision reconnue au bilan				
Engagements non financés	(489)	(507)	(370)	(137)
Services passés non reconnus				
Pertes/(gains) actuariels non reconnus	82	63	63	
Ajustement lié à la limite de la reconnaissance d'un surplus				
(Provision)/Actif de fin d'exercice	(407)	(444)	(307)	(137)
D Evolution de la provision				
Provision à l'ouverture	(361)	(407)	(265)	(142)
Charge de l'exercice	(50)	(48)	(41)	(7)
Reconnaissance des gains/(pertes) actuariels par capitaux propres				
Cotisation au fonds versées par l'employeur				
Prestations payées par l'employeur	4	11		11
Acquisition				
Cession				
(Provision)/Actif de fin d'exercice	(407)	(444)	(307)	(137)
E Hypothèses (fin d'exercice)				
Taux d'actualisation	5,25%	6,30%	6,30%	6,30%
Taux d'augmentation des salaires	1,32%	1,37%	1,33%	1,46%
Age moyen de départ en retraite	61 ans	61 ans	61 ans	61 ans
F Population concernée				
Date d'extraction des données	30/11/2007	19/12/2008	19/12/2008	19/12/2008
Nombre de salariés bénéficiaires	95	101	101	101
G Durée d'amortissement				
Durée résiduelle d'activité	23,65	23,20	23,20	n.a

	01/01/2007 31/12/2007	01/01/2008 31/12/2008	01/01/2008 31/12/2008	01/01/2008 31/12/2008
H Information complémentaires				
Engagement (taux d'actualisation -0.5%)	(220)	(533)	(389)	(144)
Engagement (taux d'actualisation +0.5%)	(193)	(483)	(351)	(131)
TOTAL des gains / (pertes) actuariels de l'exercice	17	29	17	12
<i>Gains & (Pertes) actuariels - changement d'hypothèses</i>	43	58	44	14
<i>Gains & (Pertes) actuariels - ajustement d'expérience</i>	(26)	(29)	(26)	(3)
	01/01/2008 31/12/2008	01/01/2008 31/12/2008	01/01/2008 31/12/2008	01/01/2008 31/12/2008
I Charge de l'exercice prévisible (N+1)				
Coût des services rendus	(32)	(31)	(21)	(10)
Charge d'intérêt	(26)	(32)	(23)	(9)
Amortissement des services passés				
Amortissement des (pertes) et gains actuariels	(2)	(1)	(1)	
Gains/(pertes) de réduction				
Gains/(pertes) de liquidation				
(Charge)/Produit de retraite de l'exercice	(60)	(64)	(45)	(19)

Note 9 - Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations d'exploitation

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	660	647
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	660	647

Note 10- Coût du risque

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
Dotations aux provisions et aux dépréciations:		
Opérations avec la clientèle	1 851	2 147
Divers	185	70
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AUX DEPRECIATIONS	2 036	2 217
Reprises de provisions :		
Opérations avec la clientèle	3 691	3 065
<i>(dont effet désactualisation)</i>	865	844
Divers	88	101
REPRISES DE PROVISIONS	3 779	3 166
Pertes et récupérations :		
Pertes sur créances irrécouvrables	2 456	1 029
Récupérations sur créances amorties	-80	-24
PERTES ET RECUPERATIONS	2 376	1 005
COÛT DU RISQUE	-633	-56

Note 11- Impôt sur le résultat

A) Composante de la charge d'impôt

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
Charge d'impôt exigible	7 403	6 883
Dotation provisions pour impôt (contrôle fiscal exercices 2005-2006-2007)	968	0
Impact impôts différés	173	-59
Charge d'impôt comptabilisée	8 544	6 824

B) Explication de la charge d'impôt

	31-déc-08	31-déc-07
Résultat net part du groupe	13 331	12 602
Charge (produit) d'impôt	8 544	6 824
Résultat comptable avant impôt et dépréciation des écarts d'acquisition	21 874	19 426
<i>Taux d'imposition de droit commun français</i>	<i>34,43%</i>	<i>34,43%</i>
Charge (produit) d'impôt théorique aux taux en vigueur en France	7 531	6 688
Effet des différences permanentes	1 012	135
Charge (produit) d'impôt comptabilisée	8 544	6 824
Taux effectif d'impôt (charge/produit d'impôt comptabilisé rapporté au résultat taxable)	39,06%	35,13%

C) Composition des impôts différés au bilan

(en milliers d'euros)	31-déc-07	Variations portant sur des éléments comptabilisés en résultat	Variations portant sur des éléments comptabilisés en capitaux propres	autres mouvements	31-déc-08
Provisions pour engagements sociaux	615	57			672
Provisions pour risques de crédit non déductibles	590	381			971
Autres provisions	1 753	214			1 968
Autres différences temporelles	1 414	-1 206	2 629		2 837
Actifs d'impôts différés	4 373	-554	2 629	0	6 448
Variation de juste valeur positive des actifs disponibles à la vente	1 461		-1 488		-27
Autres différences temporelles	934	-381			553
Passifs d'impôts différés	2 395	-381	-1 488	0	526
Net d'impôts différés	1 978	-173	4 117	0	5 922

Note 12 - Résultat (dilué) par action

Le CFCAL ne porte aucun instrument dilutif dans son bilan. Le résultat dilué par action est ainsi identique au résultat par action.

Note 13 - Actifs - Instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
Total des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie	0	0

Au 31 décembre 2008, le CFCAL constate au passif de son bilan une valeur négative des instruments de couverture de flux de trésorerie (voir note 22)

Note 13bis - Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31-déc-08			31-déc-07		
	Transaction	Sur option	Total	Transaction	Sur option	Total
Opérations fermes						
Taux (1)	0		0	182		182
Total dérivés	0		0	182		182
Total des actifs financiers à la juste valeur par résultat	0		0	182		182

(1) A compter du 1er janvier 2008, le CFCAL reclasse les dérivés en "instruments de couverture de flux de trésorerie" en lieu et place "d'actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat" (cf méthodes comptables)

Note 14 - Actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
Effets publics et valeurs assimilées	2 558	2 512
Obligations	0	89
Total titres à revenu fixe	2 558	2 601
Actions et autres titres à revenu variable & ATDLT (1)	3 805	10 738
Titres dépréciation durable (2)	224	
Total des actifs financiers disponibles à la vente (brut)	6 587	13 339
Total des actifs financiers disponibles à la vente (net)	6 587	13 339

(1) Portefeuille AFS évalué à la juste valeur (cf méthodes comptables)

Les titres à revenus variables concernent des SICAV ou des actions cotées sur un marché réglementé (voir détail page 102-103)

(2) Au 31 décembre 2008, le CFCAL-BANQUE constate pour la première fois une dépréciation durable sur ses AFS (cf méthodes comptables)

Note 15 - Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
Comptes ordinaires débiteurs (1)	3 476	1 813
Autres	149	111
Créances rattachées	24	30
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3 649	1 954

(1) dont comptes ordinaires du réseau pour 113K€

Note 16 - Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS (1)	54	6 361
<i>dont créances douteuses</i>		1 076
Crédits de trésorerie	32 948	38 065
Crédits à l'équipement	22 282	31 109
Crédits à l'habitat	238 369	246 872
Autres crédits	595 237	544 987
AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE	888 836	861 033
Créances rattachées	4 865	5 036
<i>Crédits de trésorerie</i>	148	200
<i>Crédits à l'équipement</i>	521	717
<i>Crédits à l'habitat</i>	1 085	1 094
<i>Autres crédits</i>	3 110	2 825
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	1	48
<i>Créances douteuses</i> (2)		152
CREANCES DOUTEUSES (3)	77 853	66 006
Montant brut des prêts et créances sur la clientèle	971 608	938 436
Dépréciations clientèle	16 962	17 516
Dépréciations créances rattachées	168	432
Montant net des prêts et créances sur la clientèle	954 478	920 488

(1) Au 31 décembre 2008 les crédits hypothécaires en compte (OCH) ont été reclassés dans le poste "prêts et créances sur la clientèle" - crédits de trésorerie pour un montant brut de 6 319 K€

(2) en 2008 les créances rattachées sur créances douteuses sont comprises dans la ligne "créances douteuses"

(3) Parmi ces créances, les créances douteuses compromises s'élevaient à **7 330K€** et sont dépréciées à concurrence de **5 811K€**

Note 17 - Ventilation des créances douteuses selon la durée résiduelle

(en milliers d'euros)	Durée <= à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	Durée > à 5 ans	TOTAL 2008	TOTAL 2007
Crédits de trésorerie	4 987	143	435	427	680	6 672	3 113
Crédits à l'équipement	830	55	150	158	194	1 387	1 410
Crédits à l'habitat	13 430	354	1 006	897	6 629	22 316	738
Autres crédits	27 673	863	2 529	2 349	14 065	47 479	60 745
Total	46 919	1 415	4 120	3 831	21 568	77 853	66 006

Note 18 - Comptes de régularisation et actifs divers

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
Charges constatées d'avance	89	95
Produits à recevoir	190	5
Autres comptes de régularisation	37	90
Total des comptes de régularisation	316	190
Débiteurs divers	747	420
A déduire provisions autres actifs (stock adjudications, loyers)	-343	-246
Total des actifs divers	404	174
Total des Comptes de régularisation et actifs divers (NET)	720	364

Note 19 - Immeubles de placement

Le CFCAL a opté pour la méthode du coût, soit la valeur d'origine diminuée du cumul des amortissements . Les mouvements constatés sur l'année se présentent ainsi :

(en milliers d'euros)	Immeubles de placement	En-cours	TOTAL
Valeur brute au 31/12/2006	5 670	399	6 069
Acquisitions 2007	91	25	116
Sorties 2007	127	20	147
Valeur brute au 31/12/2007	5 634	404	6 038
Acquisitions 2008	692	38	730
Sorties 2008 (1)	194	431	625
Valeur brute au 31 /12/2008	6 132	11	6 143

(1) dont vente d'un bien à Laxou et un bien à Montreuil pour un total de 194 €

(en milliers d'euros)	Immeubles de placement	En-cours	TOTAL
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS			
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31/12/2006	2 477	90	2 458
Amortissements 2007	162		162
Autres mouvements 2007		-5	-5
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31/12/2007	2 639	85	2 724
Amortissements 2008	234		234
Autres mouvements 2008	-24	-85	-109
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31/12/2008	2 849	0	2 849
Valeur nette comptable au 31/12/2008	3 283	11	3 294

Juste valeur des immeubles de placement (en milliers d'euros) :

Localisation	Juste valeur	Revenus locatifs estimés/an
16, rue Thiergarten à Strasbourg	475	27
10, rue du Maire Kuss à Strasbourg	700	47
34, rue Thomann à Strasbourg	100	5
8, rue des Peupliers à Gundershoffen	2 500	156
2, rue Guynemer à Brive la Gaillarde	100	9
10, rue St Didier à Paris	11 000	531
3, rue Ampère à Epinay sur Seine	700	70
64, rue des Moines à Paris	85	3
TOTAL	15 660	848

Ces évaluations ont été réalisées par des experts externes et revues par l'expert interne du CFCAL-SCF.

Note 20 - Immobilisations corporelles EXPLOITATION

(en milliers d'euros)	Immobilisations corporelles				
	Terrains et constructions	Locations simples	Equipement, mobilier et autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en-cours	Valeurs brutes
Valeur brute au 31/12/2006	935	0	3 945	309	5 189
Acquisitions 2007 Cessions 2007	334		576 -11	118 -422	1 028 -433
Valeur brute au 31/12/2007	1 269	0	4 510	5	5 784
Acquisitions 2008 Cessions 2008			363 -48	180	543 -48
Valeur brute 31/12/2008	1 269	0	4 825	185	6 279

(en milliers d'euros)	Immobilisations corporelles				
	Terrains et constructions	Locations simples	Equipement, mobilier et autres immobilisations	Immobilisations corporelles en-cours	Totaux
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS					
Valeur au 31/12/2006	298	0	1 909	0	2 207
Dotations aux amortissements 2007	15		403		418
Valeur au 31/12/2007	313	0	2 312	0	2 625
Dotations aux amortissements 2008 Autres mouvements 2008	16		454 -48		470 -48
Cumul des amortissements et pertes de valeur clôture	329	0	2 718	0	3 047
Valeur nette comptable à la clôture 31/12/2008	940	0	2 107	185	3 232

Note 21 - Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	Droit au bail Fonds de commerce	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Valeurs brutes
VALEURS BRUTES				
Valeur brute au 31/12/2006		1 184		1 184
Acquisitions 2007 Cessions 2007		91 -22		91 -22
Valeur brute au 31/12/2007		1 253		1 253
Acquisitions 2008 Cessions 2008		267 -3		267 -3
Valeur brute au 31/12/2008		1 517		1 517

(en milliers d'euros)	Droit au bail Fonds de commerce	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Totaux
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS				
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31/12/2006		801		801
Amortissements 2007		195		195
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31/12/2007		996		996
Amortissements 2008 Autres mouvements 2008		189 -2		189 -2
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31/12/2008		1 183		1 183
Valeur nette comptable à la clôture 31/12/2008		334		334

Note 22 - Passif - Instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
Opérations fermes		
Taux	(1) 7 416	0
Total dérivés	7 416	0
Total des Instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie	7 416	0

(1) A compter du 1er janvier 2008, le CFCAL reclasse les dérivés en "instruments de couverture de flux de trésorerie" en lieu e place "d'actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat" (cf méthodes comptables)

* Montant notionnel des instruments dérivés de couverture 213 500 k€

Note 22 bis - Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
Total des Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0

(1) A compter du 1er janvier 2008, le CFCAL reclasse les dérivés en "instruments de couverture de flux de trésorerie" en lieu e place "d'actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat" (cf méthodes comptables)

Note 23 - Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
Comptes à vue des établissements de crédit	66	2 339
Dettes à vue sur les établissements de crédit	66	2 339
Emprunts et comptes à terme	62	94
Dettes rattachées	2	2
Dettes à terme sur les établissements de crédit	64	96
Total des dettes envers les établissements de crédit	130	2 435

Note 24 - Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
Comptes ordinaires créditeurs	5 886	5 696
Comptes à terme	6 722	5 581
Comptes d'épargne à régime spécial	3 416	4 042
Livrets	2 677	3 339
PEL	577	558
CEL	43	50
PEA	119	95
Autres dettes opérations clientèle	(1) 643	1 843
Dettes rattachées	225	211
Total des comptes créditeurs de la clientèle	16 892	17 373

(1) sommes de la clientèle en instance d'affectation

Note 25 - Dettes représentées par un titre

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
Bons de caisse	4	4
TCN (BMTN et certificats de dépôts)	132 870	107 924
Emprunts obligataires	671 030	673 946
Dettes rattachées	11 528	11 518
* TCN (BMTN et certificats de dépôts)	1 064	936
* Emprunts obligataires	10 464	10 582
Total des dettes représentées par un titre	815 432	793 392

Note 26 - Comptes de régularisation et passifs divers

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
Charges à payer	24	0
Autres comptes de régularisation créditeurs	331	432
Total des comptes de régularisation - passif	355	432
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	74	87
Dettes fiscales et sociales	3 350	3 136
Passifs divers	1 712	1 977
Total des passifs divers	5 136	5 200
Total des Comptes de régularisation et passifs divers	5 491	5 632

Note 27 - Provisions

(en milliers d'euros)	31-déc-07	Dotations	Reprises	Utilisations	31-déc-08
Engagements sociaux	407	48	11		444
Autres provisions					
Provisions pour litiges (1)	7 224	1 775	66		8 933
Autres provisions	0	33			33
Total	7 631	1 856	77	0	9 410

(1) dont provisions pour contrôle fiscal exercices 2005-2006-2007 pour 968K €

Note 28 - Informations relatives au capital

Le 08 juillet 2008, émission de 107 800 actions nouvelles au prix unitaire de 54,99 €, soit une augmentation de capital de 164 395 € et une prime globale d'émission de 5 763 527 €. Le nouveau capital social est ainsi fixé à 5 313 921 € divisé en 3 484 538 actions entièrement libérées.

Le groupe CFCAL détient **5 818** actions d'autocontrôle au 31/12/2008 déduites des capitaux propres en normes IFRS.

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07	VARIATION
Capitaux propres			
Capital	5 314	5 150	164
Primes d'émission	22 794	17 031	5 764
sous-total	28 108	22 180	5 928
Réserves	87 435	82 358	5 077
Effet réévaluation des titres AFS	-52	2 819	-2 871
Effet réévaluation instruments dérivés couverture (1)	-5 044		-5 044
Total	110 447	107 358	3 089
à déduire immobilisations incorporelles	-334	-257	-78
FONDS PROPRES DE BASE (tier 1)	110 113	107 101	3 012
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES (tier 2)	0	0	0
TOTAL FONDS PROPRES	110 113	107 101	3 012
TOTAL ENCOURS RISQUES PONDERES	535 953	512 767	23 186
RATIO DE SOLVABILITE (2)	21,50%	20,89%	0,61%

(1) gains/pertes latents sur instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie pour un montant brut de -7 598K € compte tenu de l'impôt différé de 2 554K€ soit un net de 5 044K€

(2) RSE 2008 calculé sur base "Fonds propres de base - Tier one" en excluant les effets de réévaluation des titres AFS pour un montant de 52K€ ainsi que l'effet de réévaluation des instruments dérivés de couverture pour un montant de 5 044K€ soit des fonds propres Tier one pour un total de 115 209K€

Note 29 - Engagements

(en milliers d'euros)	31-déc-08	31-déc-07
Engagements de financement et de garantie donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	32 670	20 327
	32 670	20 327
Engagements de financement et de garantie reçus		
Engagements de financement des établissements de crédit	54 413	115 000
	54 413	115 000
Engagements de garantie des établissements de crédit d'organismes d'assurances de la clientèle	985 229	948 777
	108	133
	66 228	76 611
	918 893	872 033

Note 30 : Risque de crédit

a) Exposition globale au risque de crédit

en milliers d'€	Encours sains	Encours douteux	BRUT 31-déc-08	BRUT 31-déc-07
• Opérations interbancaires	3 649		3 649	1 954
• Opérations clientèle (1)	893 754	(2) 77 853	971 607	938 436
• Autres actifs financiers (3)	2 558		2 558	2 601
Sous-Total	899 961	77 853	977 815	942 991
• Hors Bilan				
Engagement de financement en faveur de la clientèle			32 670	20 327
Exposition maximum	899 961	77 853	1 010 485	963 318

(1) Les encours des crédits qui auraient été en souffrance ou provisionnés s'ils n'avaient pas été restructurés s'élèvent à **2 305 K€**

(2) Balance âgée sur encours douteux voir note 17

(3) Titres à revenu fixe du portefeuille disponible à la vente. Les obligations du portefeuille recourent des emprunts obligataires allemands, emprunts d'état bénéficiant des notations AAA.

b) Provisions couvrant le risque de crédit

en milliers d'€	31-déc-07	Dotations	Reprises	Utilisations	Autres variations	31-déc-08
• Opérations clientèle						
<i>Sur base individuelle</i>	16 851	6 419	4 623	2 400		16 247
<i>Sur base portefeuille</i>	1 097		214			883
Provisions déduites de l'actif	17 948	6 419	4 837	2 400		17 130
Total des provisions pour risque de crédit	17 948	6 419	4 837	2 400		17 130

Dont provisions sur :	en milliers d'€					
• Encours sains	1 097	0	214	0		883
• Encours douteux	16 851	6 419	4 623	2 400		16 247

c) Méthodes utilisées pour réduire le risque de crédit

Garantie

La majorité des prêts CFCAL sont garantis soit par une hypothèque pour les prêts Hypothécaires, soit par une caution institutionnelle pour les prêts à la consommation ou par une garantie communale pour les prêts des collectivités locales. La clientèle est constituée quasi exclusivement de particuliers. Le groupe CFCAL dispose d'un stock de prêts aux collectivités locales, mais celui-ci tend à s'éteindre en l'absence de nouvelles réalisations.

Type de Prêt (en milliers d'€)	Capital + intérêts + Accessoire	Total Valeurs Hypothécaires ou Montants garantis	taux de garantie
• Hypothécaire	910 987	2 707 458	100,00%
<i>dont autres crédits clientèle</i>	640 783	1 952 700	
<i>dont crédits à l'équipement</i>	3 505	9 787	
<i>dont crédits à l'habitat</i>	260 151	720 941	
<i>dont crédits de trésorerie</i>	6 548	24 030	
• A la consommation	33 758	30 632	90,74%
<i>dont autres crédits clientèle</i>	607	24	
<i>dont crédits à l'équipement</i>	41	0	
<i>dont crédits à l'habitat</i>	61	0	
<i>dont crédits de trésorerie</i>	33 049	30 608	
• Communal	22 040	20 556	93,27%
<i>dont autres crédits clientèle</i>	1 931	1 861	
<i>dont crédits à l'équipement</i>	20 109	18 695	
Total	966 785	2 758 647	99,52%

(1) L'encours brut total s'élève à **971 608K€** (y compris créances rattachées, comptes ordinaires débiteurs, et impact IFRS) voir note16

Restructuration interne

Le CFCAL a développé des outils de restructuration des encours présentant des impayés. Après examen de la situation financière du débiteur, le CFCAL peut proposer un plan d'apurement des impayés. Ce plan consiste à étaler l'impayé du débiteur sur plusieurs échéances au regard de sa capacité à honorer ses dettes.

d) Qualité des encours

Classification de la nouvelle production

Le CFCAL note les dossiers à l'octroi à à l'aide d'un système expert. Ce système classe les emprunteurs des prêts hypothécaires selon les critères de recevabilité du dossier (âge des emprunteurs, ratio d'endettement futur, ratio hypothécaire, objet du prêt...) dans trois catégories : de la moins risquée (catégorie 1) à la plus risquée (catégorie 3).

Classification de la nouvelle production de l'année 2008 en milliers d' €	
Catégories	Montant
• catégorie 1	97 205
• catégorie 2	36 404
• catégorie 3	42 681
• Non renseigné	1 850
Total production de l'année	178 140
• Non renseigné (TRANSFERT DES OCH)	7 541
Augmentation total de l'année	185 681

Classification du stock

Le CFCAL a développé un système de classification des prêts aux particuliers garantis par des hypothèques selon la probabilité que le dossier de prêt soit en défaut de paiement dans l'année à venir.

en milliers d'€

Classification du stock au 31/12/2008		
Classe	Capitaux + intérêts + accessoires	%
Acceptable	79 523	8,23%
Favorable	479 947	49,64%
Incertain	57 294	5,93%
Satisfaisant	136 275	14,10%
Défaut	55 336	5,72%
Non noté	158 410	16,39%
	966 785	100,00%

(1) L'encours brut total s'élève à 971 608K€ (y compris créances rattachées, comptes ordinaires débiteurs, et impact IFRS) voir note16

Note 31 - Emplois - Ressources par Durée Restant à Courir

en milliers d'€

31-déc-08	Moins d'1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
ACTIF						
Caisse, Banques centrales, CCP	831					831
Instruments dérivés de couverture	0					0
Actifs financiers disponibles à la vente (1)	6 587					6 587
Prêts et créances sur les Etablissements de Crédit	3 649					3 649
Prêts et créances sur la Clientèle (données brutes)	63 523	9 291	44 124	223 324	631 345	971 607
TOTAL ACTIF	74 590	9 291	44 124	223 324	631 345	982 674

31-déc-08	Moins d'1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
PASSIF						
Banques centrales, CCP						
Instruments dérivés de couverture (2)			41	1 876	5 500	7 416
Dettes envers les Etablissements de Crédit	68		31	31		130
Dettes envers la Clientèle	16 692	200				16 892
Dettes représentées par un titre	37 768	26 584	88 504	449 117	213 459	815 432
TOTAL PASSIF	54 528	26 784	88 576	451 024	218 959	839 870

(1) Tous les actifs financiers disponibles sont par définition classés à moins d'un mois

(2) La juste valeur négative des dérivés de couverture est positionnée à la date d'échéance des contrats

* Le risque de liquidités est expliqué dans la rapport de gestion

Note 32 - RISQUE DE TAUX

en milliers d'€

Duration et sensibilité au 31 décembre 2008			
Taux d'actualisation zéro coupon +2%			
	Taux de référence		
	Initial (tx)	tx-1%	tx+1%
Valeur Actuelle des emplois (VAE)	1 038 841	1 078 209	1 002 511
<i>Sensibilité VAE</i>		3,79%	-3,50%
Valeur Actuelle des ressources (VAR)	820 929	845 450	797 679
<i>Sensibilité VAR</i>		2,99%	-2,83%
Duration des emplois (en mois)	45,99	47,64	44,46
Duration des ressources (en mois)	36,68	37,22	36,15
Valeur liquidative (VAE -VAR)	217 912	232 759	204 832
Ratio de rentabilité (valeur liquidative/VAE)	20,98%	21,59%	20,43%
Variation de la valeur liquidative par rapport à une variation de taux		6,81%	-6,00%
Une augmentation des taux d'intérêt de 1% entraîne une baisse de la valeur liquidative de 6%			
Une baisse des taux d'intérêt de 1% génère une augmentation de la valeur liquidative de 6,81%			

Note 33 : Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des prêts accordés à la clientèle est basée sur la valeur actualisée des flux aux taux de la courbe zéro coupon sur OAT, majorée de 200 points de base, pour les prêts à taux fixe et sur la base de l'EURIBOR 1 an cristallisé, majoré de 200 points de base, pour les prêts à taux révisable.

La juste valeur des ressources est basée sur la valeur actualisée des flux aux taux de la courbe zéro coupon sur OAT, pour les ressources à taux fixe, et sur la base de l'EURIBOR 3 mois cristallisé sans marge, pour les ressources à taux révisable.

		en milliers d'€	
31-déc-08	Coût amorti	juste valeur	
Actif			
Prêts et créances sur les établissements de Crédit	3 649	3 649	
Prêts et créances sur la clientèle	954 478	1 127 527	
Passif			
Dettes envers les établissements de Crédit	130	130	
Dettes envers la clientèle	16 892	16 892	
Dettes représentées par un titre	815 432	836 358	

Note 34- Information sectorielle

Information par secteur d'activité

en milliers d'euros	secteur A	secteur B	Total groupe
	HYPOTH. ET CONSO	COLLECT. LOCALES	
Produit net bancaire	31 643	1 740	33 383
Résultat d'exploitation	19 770	2 104	21 874
Résultat net avant impôt	19 770	2 104	21 874

Le principal secteur d'activité du CFCAL étant les crédits, la distinction est faite par catégories de prêts soit :

- 1) prêts hypothécaires et à la consommation
- 2) prêts aux collectivités locales

L'activité est intégralement réalisée en France

Note 35 - Notes sur le tableau des flux de trésorerie

Composition de la trésorerie et des équivalents trésorerie

(en milliers d'euros)	31-déc-08		31-déc-07	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
Caisse	108		65	
Banque Centrale et CCP	723		443	
Sous-total	831		508	
Soldes à vue sur établissements de crédit	3 649	130	1 954	2 435
Solde net Trésorerie et équivalents Trésorerie	4 350		27	

Note 36 - Informations relatives aux parties liées

Le Groupe Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine est constitué du CFCAL-Banque, maison mère ayant statut de banque, et du CFCAL-SCF, société de crédit foncier détenue à 99,99% ayant qualité d'établissement de crédit.

Cette filiale est soumise aux dispositions de la loi n°99-532 du 25 juin 1999 qui lui permettent de se refinancer sur le marché en acquérant des créances normées, refinancées par des obligations foncières.

Le CFCAL Banque octroie des prêts à la clientèle et les cède au jour le jour à la SCF.

Le CFCAL Banque met à disposition de sa filiale le personnel, le matériel ainsi que les locaux par le biais d'une convention de groupement de fait. Chaque trimestre, les charges générales d'exploitation sont refacturées à l'aide de clés de répartition définies lors de l'établissement de la convention en date du 27 décembre 1999 et régulièrement révisées depuis. Les frais attachés aux dossiers (commissions versées aux courtiers) et les frais d'étude (versés par le client) sont transférés trimestriellement dossier par dossier.

RAPPORT DE GESTION 2008

Madame, Monsieur, cher actionnaire,

Le CFCAL a subi, comme l'ensemble des banques, la crise financière mondiale qui a considérablement affecté le volume de production de crédit qui fléchit de 33%, et l'accès à la liquidité qui s'est avéré plus difficile tout au long de l'année. Dans ce contexte, le CFCAL a notamment été amené à adopter une attitude de grande prudence au cours du second trimestre de l'année afin de préserver l'établissement. Toutefois, dans cet environnement particulièrement dégradé, vous aurez la satisfaction de voir que le compte de résultat de votre société est remarquable, voire exceptionnel dans ces circonstances.

Votre société a bénéficié, notamment au cours du dernier semestre de l'année d'une hausse de marge sur ses crédits, qui, appliquée à un encours stable lui vaut d'atteindre un PNB en hausse de 13%, et un résultat net en hausse de 6%

Avec un coefficient d'exploitation en baisse à 32%, le CFCAL-banque reste en 2008 dans ce domaine aussi l'un des établissements de crédit les plus performants de France.

Le cours de votre action a connu une baisse de 28% sur l'année, nettement inférieure à celle du CAC 40, qui ne reflète pas les très bonnes performances du CFCAL-banque au cours de cette année, mais plutôt la très forte baisse généralisée des valeurs financières durement sanctionnées en Bourse en 2008, et à laquelle votre société n'a pas échappé.

Je remercie ici tous nos fidèles actionnaires, qui ont vu leur présence à nos côtés récompensée l'année dernière par un dividende de 2,20€. Le Conseil d'administration propose cette année à l'Assemblée Générale de fixer le dividende à 2,10 €, qui reste comme l'année dernière payable en espèces ou en actions.

Je remercie également pour leur dévouement à l'entreprise, le management et l'ensemble des 106 salariés du CFCAL-banque, sans leur compétence et leur engagement, rien ne serait possible.

1. Commentaires sur les résultats

a. Données consolidées

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2008 sont préparés et publiés conformément aux normes IFRS.

- Changement comptable

Néant

- Résultats

Avec 178 140 K€ de réalisations nouvelles contre 268 321 K€ au 31 décembre 2007, la production de crédit enregistre un recul de 33,6%, en ligne avec l'évolution du marché de la restructuration. Cette baisse de production doit également être analysée à l'aune de l'évolution des réalisations du CFCAL qui avaient doublé sur les quatre exercices précédents.

Dans un contexte de crise financière générale, le CFCAL est parvenu à améliorer ses marges sur l'exercice 2008. Le PNB s'établit ainsi à 33 383 K€ contre 29 542 K€ au 31 décembre 2007 (+13,00%).

Le RBE à 22 507 K€ contre 19 482 K€ au 31 décembre 2007 enregistre une croissance encore plus importante (+15,53%). A 10 876 K€ contre 10 060 K€ les charges générales d'exploitation ne progressent que de 8,11%. La maîtrise de ces charges associée à la progression du PNB se traduisent par un coefficient d'exploitation en nette amélioration : 32,6% contre 34,1% au 31 décembre 2007.

Malgré la dégradation de l'environnement économique, le coût du risque reste parfaitement contenu à 633 K€ contre 56 K€ au 31 décembre 2007. Après déduction de la charge d'impôt, qui comprend une dotation de 968 K€ sur litige fiscal, le résultat net s'élève à 13 331 K€ contre 12 602 K€ au 31 décembre 2007 (+5,78%).

b. Données sociales du CFCAL-Banque

Les états financiers sociaux sont établis selon les normes françaises, car il n'est pas permis de décliner les normes IFRS dans les comptes sociaux.

- Changement comptable

Néant

- Résultats

Le PNB se monte à 12 941 K€ contre 15 605 K€ au 31 décembre 2007. Cette évolution négative est liée au poste « gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement » dont le solde régresse de 2 846 K€ au 31 décembre 2007 à 89 K€ pour l'exercice 2008 du fait des provisions pour dépréciations sur titres enregistrées.

La diminution du résultat brut d'exploitation à 10 739 K€ contre 13 648 K€ en 2007 s'explique intégralement par ces provisions pour dépréciation.

Le coût du risque à 293 K€ en 2008 contre de 255 K€ de charge au 31 décembre 2007, reste bien contenu.

Le résultat net enregistre une baisse de 25,85 % (8 528 K€ contre 11 502 K€).

2. Activité du groupe

Malgré la baisse de la production, l'encours de prêts progresse de 4,25% par rapport au 31 décembre 2007 pour atteindre 951 698 K€.

Le CFCAL observe une évolution limitée de ses créances douteuses (6,75 % de l'encours total contre 5,84% un an plus tôt). Ce phénomène s'explique par la dégradation de la conjoncture et la stagnation du marché immobilier. Ces créances restent cependant parfaitement maîtrisées et largement sur garanties.

Risque de taux:

La production a été réalisée essentiellement à taux fixe. Les ressources levées à long terme ont été de même nature. Les passages en taux fixe des prêts à taux révisable ont conduit le CFCAL à conclure des Swaps de micro-couverture pour transformer le taux variable en taux fixe.. A fin décembre 2008, l'exposition au risque de taux est inférieure à 5% de l'encours de prêts.

3. **Faits significatifs**

Les actionnaires disposaient d'une option entre le paiement du dividende en numéraires ou en actions, à exercer jusqu'au 30 juin 2008 inclus, le dividende étant mis en paiement le 8 juillet 2008. Le montant du dividende réinvesti s'élève à 5 929 K€, soit 107 800 nouveaux titres au prix de 55 €. Le réinvestissement se partage entre une augmentation de capital de 164 K€ et une prime d'émission de 5 765 K€. Au 8 juillet 2008, le nouveau capital social est de 5 313 921 € divisé en 3 484 538 titres.

4. **Perspectives d'avenir**

Le CFCAL, dans un contexte de récession mondiale en 2009, restera particulièrement prudent en matière de développement en renforçant son modèle sécurisé reposant sur des critères de sélection rigoureux et une marge adéquate. Le marché du crédit hypothécaire de restructuration est entré dans une phase baissière qui devrait durer toute l'année. Dans ce contexte de ralentissement de la croissance des prêts de restructuration hypothécaires le CFCAL mise sur un renforcement des synergies avec le Crédit Foncier et les Caisses d'Epargne pour préserver son encours tout en continuant en parallèle à animer et développer son réseau de courtiers.

**CREDIT FONCIER ET COMMUNAL D'ALSACE
ET DE LORRAINE - BANQUE**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

Exercice clos le 31 décembre 2008

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex

**Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine - Banque
(CFCAL Banque)**

1, rue du Dôme
67000 Strasbourg

Exercice clos le 31 décembre 2008

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes consolidés du CFCAL - Banque, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

La crise financière et économique, qui s'est notamment traduite par la hausse exceptionnelle de la volatilité, la forte contraction de la liquidité sur certains marchés, ainsi que par une difficulté à appréhender les perspectives économiques et financières, a de multiples impacts sur les établissements de crédit, notamment sur leurs activités, leurs résultats, leurs risques et leur refinancement (Cf. note II de l'annexe). Cette situation crée des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables. C'est dans ce contexte que nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance en application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce :

. Comme indiqué dans la note II des notes annexes aux comptes consolidés, votre groupe constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et avons apprécié les risques de non-recouvrement et le niveau des dépréciations ainsi constituées sur base individuelle et sur base de portefeuille.

. Votre groupe détient des positions sur titres et instruments financiers. La note II des notes annexes aux comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables relatives aux titres et instruments financiers. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au classement comptable et à la détermination des paramètres utilisés pour la valorisation de ces positions dans le contexte décrit ci-dessus. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues par votre groupe et des informations fournies dans les notes annexes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 30 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes du CFCAL - Banque

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit

Anik Chaumartin

Sylvain Mayeur

Philippe Saint-Pierre

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

COMPTES SOCIAUX

B I L A N 3 1 D E C E M B R E 2 0 0 8

en KEuros

A C T I F	Note	NET 31/12/2008	NET 31/12/2007	P A S S I F	Note	31/12/2008	31/12/2007
Caisse, banques centrales, C.C.P.		831	508	Banques Centrales , CCP		0	0
Créances sur les établissements de crédit	1	39 669	31 687	Dettes envers les établissements de crédit	3	130	2 435
Opérations avec la clientèle	1	117 614	118 061	Opérations avec la clientèle	3	16 314	15 654
Obligations et autres titres à revenu fixe	11	2 418	2 609	Dettes représentées par un titre	3	70 420	70 514
Actions et autres titres à revenu variable	11	3 058	6 068	Autres passifs	9	4 329	4 472
Participations et autres titres détenus à long terme	27	31	31	Comptes de régularisation	10	217	340
Parts dans les entreprises liées	12	12 351	12 351	Provisions	6b	8 155	7 568
Immobilisations incorporelles	5	334	257	Fonds pour risques bancaires généraux	6b	12 800	12 800
Immobilisations corporelles	5	6 526	6 473	CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	14	75 751	68 552
Actions propres		326	106	Capital souscrit		5 314	5 150
Autres actifs	7	4 770	3 965	Primes d'émission		22 794	17 031
Comptes de régularisation	8	186	220	Réserves		37 301	33 228
				Provisions réglementées et subvention d'investissement	6b	1 814	1 643
				RESULTAT DE L'EXERCICE		8 528	11 502
TOTAL DE L'ACTIF		188 115	182 335	TOTAL DU PASSIF		188 115	182 335

H O R S - B I L A N (note 13)	31/12/2008	31/12/2007	H O R S - B I L A N	31/12/2008	31/12/2007
ENGAGEMENTS RECUS			ENGAGEMENTS DONNES		
Engagements de financement	10 000	10 000	Engagements de financement	32 670	20 327
Engagements de garantie EDC/Assurance	38 140	45 092	Engagements sur instruments financiers à terme - opération de couverture	25 000	0
Engagements de garantie Clientèle	101 626	97 919			

COMPTE DE RESULTAT SOCIAL

31-déc-08

en Keuros

Note			31/12/2008	31/12/2007
16	+	Intérêts et produits assimilés	10 267	8 595
16	-	Intérêts et charges assimilées	4 148	2 975
17	+	Revenus des titres à revenu variable	6 241	6 273
18	+	Commissions (produits)	4 321	6 052
18	-	Commissions (charges)	4 373	6 037
	+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	-9	-32
19	+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement	89	2 846
20	+	Autres produits d'exploitation bancaire	1 340	1 539
20	-	Autres charges d'exploitation bancaire	787	657
		PRODUIT NET BANCAIRE	12 941	15 605
21	-	Charges générales d'exploitation	9 647	8 967
21	-	Dotations aux amortissements & provisions sur immobilisations incorporelles & corporelles	660	647
		sous-total	10 307	9 614
		à déduire charges refacturées	-8 105	-7 657
21		TOTAL NET	2 202	1 957
		RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	10 739	13 648
22	-	Coût du risque	293	-255
		RESULTAT D'EXPLOITATION	10 445	13 903
	+/-	Gains/pertes sur actifs immobilisés	0	0
		RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT	10 445	13 903
	+/-	Résultat exceptionnel	0	0
24	-	Impôt sur les bénéfices	1 745	2 184
	+/-	Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées	-173	-218
		RESULTAT NET	8 528	11 502

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

I) PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes annuels de la société Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque (CFCAL-Banque) sont établis et présentés conformément aux dispositions du règlement n° 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire (C.R.B.), du règlement n° 2000-03 du 04 Juillet 2000 du Comité de la Réglementation Comptable (C.R.C.) ainsi qu'aux principes et méthodes comptables généralement admis en France :

- coût historique
- continuité de l'exploitation
- indépendance des exercices
- prudence
- permanence des méthodes comptables.

Faits marquants de l'exercice

Au cours de l'exercice, la crise financière a eu des impacts sur :

- l'activité, avec le ralentissement de la production de crédits
- les risques avec une remontée du coût du risque de crédit
- le refinancement, avec le renchérissement du coût de la liquidité

Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers peut nécessiter la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se répercutent dans la détermination des produits et des charges, des actifs et passifs du bilan et dans l'annexe aux comptes. Dans ce cas de figure, les gestionnaires, sur la base de leur jugement et de leur expérience, utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires. C'est notamment le cas :

- des dépréciations au titre du risque de crédit
- des dépréciations des titres à revenu variable

- du calcul de la valeur de marché des instruments financiers pour lesquels cette information doit être portée dans les notes annexes aux états financiers
- et de la détermination des provisions pour risque et pour couverture des engagements sociaux.

1.1 Créances sur la clientèle et risque de crédit

1.1.1 Présentation

Les crédits à la clientèle sont enregistrés à l'actif du bilan pour leur valeur débloquée sous la rubrique « opérations avec la clientèle », les fractions non encore versées étant portées en hors bilan.

Le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine – Banque présente les encours douteux compromis conformément à l'avis n°2003-G du 18 décembre 2003 du Comité d'urgence du CNC. Sont ainsi déclassés en encours douteux compromis ceux pour lesquels les conditions de solvabilité de la contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible. Les garanties sont prises en compte dans l'appréciation du caractère compromis de la créance.

Dans notre établissement, les encours restructurés à des conditions hors marché ne sont pas significatifs.

Les intérêts relatifs aux prêts sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés prorata temporis ainsi que les intérêts sur les échéances impayées.

1.1.2 Risque et constitution des provisions

Une créance est considérée comme douteuse lorsqu'elle présente un risque probable ou certain de non recouvrement total ou partiel. Ce sont notamment les créances présentant des impayés d'un montant supérieur à trois échéances pour tous les types de crédits. Le principe de contagion est appliqué, la classification en créances douteuses d'un encours entraîne le transfert vers les créances douteuses de l'intégralité des engagements à l'encontre d'un même client.

Le CFCAL-Banque applique le règlement CRC 2002-03 relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du CRBF.

Conformément à l'article 13 de ce règlement, les provisions permettant de couvrir les pertes prévisionnelles sur les créances douteuses sont évaluées selon la méthode d'actualisation des flux prévisionnels. Par ailleurs, le CFCAL-Banque prend désormais en compte la valeur de ses gages dans la détermination des provisions.

Par ailleurs, le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque a également constaté au passif de son bilan des provisions destinées à couvrir des risques clientèle consécutifs au surendettement.

Les dotations nettes de reprises des provisions, et les créances passées en pertes sur l'exercice, nettes des récupérations sur créances amorties, constituent le coût du risque sur opérations de crédit au compte de résultat, à l'exception des provisions, reprises de provision, pertes sur créances irrécupérables et récupérations sur créances amorties relatives aux intérêts sur créances douteuses intégrées au PNB.

1.2 Portefeuille de titres.

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les règlements 90-01 et 95-04 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, l'instruction 94-05 de la Commission Bancaire, l'instruction 2000-12 de la Commission Bancaire et le règlement 2000-02 du CRC.

La répartition des titres entre les 4 catégories de portefeuille (transaction, placement, investissement et titres de l'activité de portefeuille), est faite en fonction de l'intention initiale d'utilisation des titres.

Titres de placement : Les titres de placement sont acquis par le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque avec l'intention de les détenir durant une période supérieure à six mois, sans intention de les conserver jusqu'à leur échéance. Ces titres sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition, frais et coupons courus exclus.

A la clôture de l'exercice, ils sont évalués individuellement au cours moyen de décembre pour les titres cotés en France, et au dernier cours de décembre pour les titres cotés à l'étranger. Aucune compensation n'est opérée entre les plus et moins values latentes ainsi constatées ; les moins-values latentes donnent lieu à une provision pour dépréciation.

Le résultat des cessions est enregistré en « Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de placement et assimilées ». Cette rubrique comprend également les dotations et reprises sur provisions relatives à ces titres, ainsi que les frais d'acquisition.

1.3 Titres de participation, parts dans les entreprises liées, et autres titres détenus à long terme.

Les titres de participation sont des titres acquis en vue d'une détention durable, supérieure à 5 % du capital des sociétés concernées.

Ces titres sont comptabilisés pour leur valeur d'acquisition. Ils sont évalués à leur valeur d'usage. A la clôture de l'exercice, ces titres peuvent faire l'objet individuellement de provisions pour dépréciation lorsque leur valeur d'usage est inférieure au coût historique.

La valeur d'usage de ces titres représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir, compte tenu de ses objectifs de détention. Les éléments pris en compte pour l'estimation de la valeur d'usage reposent essentiellement sur les capitaux propres.

Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable notamment la société Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Société de Crédit Foncier (CFCAL-SCF) entrant dans le périmètre de la consolidation.

1.4 Immobilisations incorporelles et corporelles.

Le CFCAL-Banque applique depuis le 1^{er} janvier 2005 l'approche par composant. Elle consiste à amortir distinctement les éléments significatifs d'une immobilisation prise dans son ensemble. Si certains de ces éléments ont un même plan d'amortissement (durée et mode) ils peuvent toutefois être regroupés pour déterminer la charge d'amortissement. Les grandes catégories de composants suivantes ainsi que les durées d'amortissement associées ont été déterminées pour les immeubles :

- Terrain,
- Gros œuvre, (50 ans)
- Couverture / Façade / Etanchéité (20 ans)
- Equipements Techniques (10 ans)
- Agencements (10 ans).

Les autres immobilisations sont amorties selon le système de l'amortissement linéaire ou dégressif soit :

- Matériel informatique – dégressif 3 à 5 ans
- Autres matériels - linéaire 10 ans
- Logiciels - linéaire 1 à 8 ans

Plus et moins values de cession :

Les résultats nets de cession figurent au niveau du produit net bancaire sous la rubrique « Autres produits ou autres charges d'exploitation bancaire » pour les immobilisations hors exploitation et en « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » pour les immobilisations d'exploitation.

1.5 Actions propres

Le CFCAL-Banque fait un usage partiel de l'autorisation de rachat de ses propres titres limitée à 10% du capital social. Ces titres sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition et peuvent faire l'objet de provisions pour dépréciation lorsque leur cours de bourse est inférieur à leur valeur historique.

1.6 Stock des immeubles acquis par adjudication

Au 31 décembre 2008, le CFCAL-Banque est resté adjudicataire des trois biens pour un montant total brut de 299 K€

1.7 Dettes représentées par un titre.

Ce poste comprend notamment des titres de créances négociables pour assurer le financement de l'activité de la société CFCAL-Banque.

Ces titres sont inscrits au passif du bilan pour leur valeur nominale.

Les intérêts et charges relatifs à ces dettes sont comptabilisés en charges d'exploitation bancaire pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés prorata temporis sur la base des taux contractuels.

1.8 Provisions pour risques de contrepartie

Le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque a constaté au passif de son bilan des provisions, nettement précisées quant à leur objet, que des événements survenus ou en cours rendent probables conformément aux prescriptions du règlement 2000-06 du Comité de la Réglementation Comptable.

Au 31/12/2008, ces provisions recourent essentiellement :

-les provisions pour litiges : elles couvrent les assignations auxquelles le CFCAL-Banque doit faire face dans le cadre de son activité.

-les provisions pour risques de surendettement.

Pour une prise en compte plus économique du risque de contrepartie, une provision est constituée sur les engagements sains de bilan. Cette provision est évaluée à partir de séries statistiques permettant d'apprécier plus finement le risque de perte sur ces engagements. Elle couvre le risque consécutif au surendettement de la clientèle et s'élève à 85 K€

1.9 Provisions pour charges de retraite.

Les engagements de retraite sont intégralement provisionnés. Ils sont déterminés par des actuaires indépendants sur la base d'un taux d'actualisation de 6.30%, de l'application des tables de mortalité par générationnels, du taux de turn-over et des profils de carrière propres au CFCAL-Banque. Le CFCAL-Banque comptabilise une provision pour prime d'ancienneté conformément à l'accord collectif en vigueur.

1.10 Fonds pour risques bancaires généraux :

Le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque constitue pour renforcer la couverture générale contre les aléas propres au CFCAL-Banque, une provision intitulée « Fonds pour risques bancaires généraux » prévue à l'article 3 du règlement n° 90-02 du Comité de la Réglementation Bancaire. Le fonds pour risques bancaires généraux ne couvre, en aucun cas, des risques identifiés.

Au 31 décembre 2008, le Fonds pour Risques Bancaires Généraux s'élève à 12 800 K€ sans modification depuis le 31 décembre 2007.

1.11 Indemnités de remboursement anticipé (IRA)

En accord avec les règles du groupe CFF, les indemnités perçues depuis le 1^{er} janvier 2005 sont désormais immédiatement comptabilisées dans le PNB.

1.12 Instruments financiers à terme

L'enregistrement de ces opérations s'effectue conformément aux principes définis par les règlements n°90-15 modifié par le 92-04 du CRBF et le 2002-01 du CRC. Le montant notionnel de l'instrument est comptabilisé en hors bilan. Le CFCAL-Banque n'a effectué que des opérations de microcouverture. Les opérations répertoriées en microcouverture ont pour objet de couvrir le risque de taux d'intérêt affectant un élément, ou un ensemble d'éléments homogènes identifiés dès l'origine.

Les charges et les produits relatifs à ces opérations sont inscrits en compte de manière identique à la comptabilisation des produits et charges de l'élément, ou de l'ensemble homogène couvert.

1.13 Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt figurant au compte de résultat comprend :

- l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice qui inclut les avoirs fiscaux et crédits d'impôts effectivement utilisés.

- le règlement des litiges fiscaux et les reprises de provisions associées : au 31 décembre 2008, suite

au contrôle fiscal portant sur les exercices 2005, 2006 et 2007, le CFCAL-Banque a constitué au passif de son bilan une provision pour litige impôt de 357 K€

1.14 Intégration fiscale

Le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque (CFCAL-Banque) et sa filiale le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine – Société de Crédit Foncier (CFCAL-SCF) ont opté pour le régime de l'intégration fiscale depuis le 1^{er} janvier 2000. Le Crédit Foncier et

Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque, est, en tant que société mère, seul redevable de l'impôt sur les sociétés et de l'imposition forfaitaire annuelle dus par le Groupe.

1.15 Consolidation

Le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque (CFCAL-Banque) est la société-mère du groupe constitué avec sa filiale le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine – Société de Crédit Foncier (CFCAL-SCF), détenue à 99,99%.

II) ANNEXES AU BILAN ET HORS-BILAN

NOTE 1) CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

en milliers d'€

	2008 brut	Dépréciations	2008 net	2007 net
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	39 669		39 669	31 687
* A VUE (taux fixe)	39 669		39 669	31 687
Comptes ordinaires débiteurs (1)	39 063		39 063	31 353
Divers	149		149	111
Créances rattachées	457		457	223
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	128 940	11 326	117 614	118 061
* AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE	128 886	11 326	117 560	111 932
** CREANCES SAINES	105 654		105 654	103 806
Crédits de trésorerie	32 915		32 915	37 126
Crédits à l'équipement	2 477		2 477	2 780
Crédits à l'habitat	37 472		37 472	34 990
Autres crédits à la clientèle	32 790		32 790	28 910
** CREANCES DOUTEUSES	15 736	5 735	10 001	7 150
Crédits de trésorerie	4 840	362	4 478	1 770
Crédits à l'équipement	0		0	
Crédits à l'habitat	4 247	1 066	3 181	2 933
Autres crédits à la clientèle	6 649	4 307	2 342	2 447
** CREANCES DOUTEUSES COMPROMISES	6 965	5 569	1 396	456
Crédits de trésorerie	1 797	898	899	203
Crédits à l'équipement	708	708	0	
Crédits à l'habitat	2 168	1 816	352	53
Autres crédits à la clientèle	2 292	2 147	145	200
Créances rattachées	531	22	509	520
* COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	54	0	54	6 129
Comptes ordinaires	53		53	5 005
Créances douteuses			0	1 076
Créances rattachées	1		1	48

(1) Dont compte ordinaire débiteur de la SCF pour 35 587 K€ et banque du réseau pour 113 K€

NOTE 2) VENTILATION DES CREANCES SELON LA DUREE RESIDUELLE

	durée inférieure à 3 mois	durée comprise entre 3 mois & 1 an	durée comprise entre 1 an & 5 ans	durée supérieure à 5 ans	TOTAL NET 2008	TOTAL NET 2007
	CREANCES SUR LES ETS DE CREDIT					39 669
* A VUE (taux fixe)						
Comptes ordinaires débiteurs	39 063				39 063	31 353
Divers	149				149	111
Créances rattachées	457				457	223
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE					117 614	118 061
* AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE						
Crédits de trésorerie	5 681	2 825	13 765	10 644	32 915	37 126
Crédits à l'équipement	79	127	902	1 369	2 477	2 780
Crédits à l'habitat	526	1 113	5 962	29 871	37 472	34 990
Autres crédits à la clientèle	715	1 548	7 798	22 729	32 790	28 910
Créances douteuses /douteuses compromises	7 028	310	1 411	2 648	11 397	7 606
Créances rattachées	509				509	520
* COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS						
Comptes ordinaires	53				53	5 005
Créances douteuses	0				0	1 076
Créances rattachées	1				1	48
TOTAL	54 261	5 923	29 838	67 261	157 283	149 748

NOTE 3) *DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE*

en milliers d'€

	2008 net	2007 net
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	130	2 435
Dettes à vue (taux variable)	66	2 339
* Autres comptes ordinaires créditeurs	6	2 339
* Autres sommes dues (valeurs non encore encaissées)	60	0 (1)
Dettes à terme (taux variable)	64	96
* Emprunts	62	94
* Dettes rattachées	2	2
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	16 314	15 654
Comptes d'épargne à régime spécial	3 540	4 165
* à vue	2 720	3 389
* à terme	696	653
* dettes rattachées	124	123
Autres dettes	12 774	11 489
* à vue	5 951	5 821
* à terme (comptes créditeurs à terme)	6 723	5 581
* dettes rattachées	100	87
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	70 420	70 513
* T.C.N. Certificats de dépôt (2)	24 912	24 960
* T.C.N. Bons moyen terme négociables (2)	45 000	45 000
* Bons de caisse	4	4
* Dettes rattachées	504	549

(1) En 2007, ces valeurs pour un montant total de 44 K€, étaient classées dans la rubrique "Autres comptes ordinaires créditeurs"

(2) La société a financé son activité par le biais de l'émission de plusieurs TCN au courant de l'exercice

NOTE 4) *VENTILATION DES DETTES SELON LA DUREE RESIDUELLE*

	durée inférieure à 3 mois	durée comprise entre 3 mois & 1 an	durée comprise entre 1 an & 5 ans	durée supérieure à 5 ans	2008	2007
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT					130	2 435
* Comptes et emprunts (taux variable)	6	31	31		68	2 433
* Autres sommes dues (valeurs non encore encaissées)	7		17	36	60	0
* Dettes rattachées	2				2	2
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE					16 314	15 654
* Comptes créditeurs de la clientèle	15 890	200			16 090	15 444
* Dettes rattachées	224				224	210
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE					70 420	70 513
* Certificats de dépôt	24 912				24 912	24 960
* BMTN	5 000		40 000		45 000	45 000
* Bons de caisse	4				4	4
* Dettes rattachées	504				504	549
TOTAL	46 549	231	40 048	36	86 864	88 602

NOTE 5) IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

en milliers d' €

	Brut 31/12/07	Entrées de l'année 2008	Sorties de l'année 2008	Brut 31/12/08	Amortissement et Provisions	Net 31/12/08
IMMOBILISATIONS D' EXPLOITATION						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
* Terrains	177	0	0	177		177
* Construction-gros-œuvre	1 092	0	0	1 092	329	763
* Construction-installations générales/agencements	1 511	37	0	1 548	948	600
* Construction-installations techniques	1 328	108	0	1 436	675	761
* Construction-couverture façade	456	0	0	456	197	259
* Matériel de bureau	280	42	0	322	215	107
* Matériel informatique	522	165	48	639	469	170
* Mobilier	413	11	0	424	214	210
sous-total	5 779	363	48	6 094	3 047	3 047
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	5	180	0	185		185
TOTAL	5 784	543	48	6 279	3 047	3 232
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (logiciels)	1 253	267	3	1 517	1 183	334
TOTAL IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	7 037	810	51	7 796	4 230	3 566

IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
* Terrains	264	0	0	264		264
* Construction-gros-œuvre	2 139	25	194	1 970	748	1 222
* Construction-installations générales/agencements	1 267	30	0	1 297	864	433
* Construction-installations techniques	954	182	0	1 136	775	361
* Construction-couverture façade	1 010	455	0	1 465	462	1 003
sous-total	5 634	692	194	6 132	2 849	3 283
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS						
Immeubles de placement	404	38	431	11		11
TOTAL IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	6 038	730	625	6 143	2 849	3 294

TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 253	267	3	1 517	1 183	334
--	--------------	------------	----------	--------------	--------------	------------

TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	11 822	1 273	673	12 422	5 896	6 526
--	---------------	--------------	------------	---------------	--------------	--------------

Toutes les immobilisations se situent en France Métropolitaine

NOTE 6) DEPRECIATIONS ET PROVISIONS

A) DEPRECIATIONS

en milliers d'€

	Début d'exercice 2008	Dotations	Reprises		Fin d'exercice 2008
			montants utilisés au cours de l'exercice	montants non utilisés au cours de l'exercice	
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE					
*Créances douteuses					
Crédits de trésorerie	1 363	514	188	429	1 260
Crédits à l'équipement	690	30	12		708
Crédits à l'habitat	3 099	535	388	364	2 882
Autres crédits à la clientèle	7 654	568	1 407	360	6 455
Total dépréciations créances douteuses	12 806	1 647	1 995	1 153	11 305 (1)
*Créances rattachées	18	309		305	22
*Comptes ordinaires débiteurs	281		173	108	0 (2)
TOTAL OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	13 105	1 956	2 168	1 566	11 327
*Participations	5	0	0	0	5
*Activité de portefeuille	228	1 438	0	228	1 438
*Dépréciation des immobilisations hors exploitation	85	0	0	85	0
*Autres actifs	246	185	37	51	343
TOTAL	13 669	3 579	2 205	1 930	13 113

(1) au 31 décembre 2008, les dépréciations sur créances douteuses compromises s'élevaient à 5 569 K€

(2) à compter de 2008 les provisions sur comptes ordinaires débiteurs ont été incluses dans les dépréciations créances douteuses

B) PROVISIONS

	Début d'exercice 2008	Dotations	Reprises		Fin d'exercice 2008
			montants utilisés au cours de l'exercice	montants non utilisés au cours de l'exercice	
*Provisions pour litiges	7 059	236	0	59	7 236 (3)
*Provisions pour risques complémentaires sur la clientèle	102	0	0	17	85
*Provisions pour charges de retraite	265	42	0	0	307
*Provisions pour prime d'ancienneté	142	7	0	11	138
*Provisions personnel (actions gratuites)	0	33	0	0	33
*Provisions impôts (contrôle fiscal exercices 2005-2006-2007)	0	357	0	0	357
TOTAL	7 568	675	0	87	8 156

(3) dont affaire SCI LA VICTORINE pour 5 366K€ et affaire SUTTEL pour 1 586K€

	Début d'exercice 2008	Dotations	Reprises		Fin d'exercice 2008
			montants utilisés au cours de l'exercice	montants non utilisés au cours de l'exercice	
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	12 800	0	0	0	12 800
TOTAL	12 800	0	0	0	12 800
PROVISIONS REGLEMENTEES ET SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT					
*Provisions pour investissement	1 578	308	135	0	1 751
*Subventions d'investissement	65	0	0	3	62
TOTAL	1 643	308	135	3	1 813

NOTE 7) AUTRES ACTIFS

en milliers d'€

	2008	Provisions	2008	2007
	brut	pour	net	net
		dépréciation		
Créances sociales et fiscales	1 332 (1)		1 332	897
Fonds de garantie dépôts titres/espèces	25		25	5
Débiteurs immobiliers	270	241	29	37
Stock immeubles acquis par adjudication	299	102	197	0
Débiteurs divers (fournisseurs avances.....)	81		81	69
Groupement de fait	3 106		3 106	2 957
	5 113	343	4 770	3 965

(1) dont compte courant d'intégration fiscale de la SCF pour 1 316K€

NOTE 8) COMPTES DE REGULARISATION - A C T I F

en milliers d'€

	2008	2007
Charges constatées d'avance	89	95
Produits à recevoir /intérêts courus sur SWAP	60	0
Autres comptes de régularisation	37	125
	186	220

NOTE 9) AUTRES PASSIFS

en milliers d'€

	2008	2007
Dépôts de garantie / retenues de garantie sur travaux	73	79
Charges à payer	330	349
Dettes sociales et fiscales et dettes provisionnées	1 837 (1)	1 576
Dettes provisionnées participation/intéressement	1 388	1 343
Créditeurs divers	371	592
Groupement de fait	330	533
	4 329	4 472

(1) dont dette d'IS pour 500K€

NOTE 10) COMPTES DE REGULARISATION - P A S S I F

en milliers d'€

	2008	2007
Charges financière refacturée par la SCF	41	55
Autres comptes de régularisation	176	285
	217	340

NOTE 11) TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D' INVESTISSEMENT

en milliers d' €

	Année 2008					
	Valeurs brutes au bilan	Créances rattachées	Provisions	Valeurs nettes au bilan	Plus-values latentes	Valeur de marché
TITRES DE PLACEMENT						
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	2 339	79	0	2 418	0	2 418
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	4 496	0	1 438	3 058	781	3 839
TOTAL DU PORTEFEUILLE 2008	6 835	79	1 438	5 476	781	6 257
Total du portefeuille 2007	8 865	39	227	8 677	4 480	13 157

NOTE 12) PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES

en milliers d' €

	2008	2007
PARTS ETABLISSEMENT DE CREDIT - CFCAL-SCF	12 197	12 197
PARTS ENTREPRISE LIEE - GERANCE FINANCIERE	154	154
TOTAL	12 351	12 351

NOTE 13) HORS BILAN

en milliers d' €

	2008	2007
ENGAGEMENTS DONNES		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
* Engagements en faveur de la clientèle	32 670	20 327
ENGAGEMENTS RECUS		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
* Engagements reçus d'établissements de crédit	10 000	10 000
ENGAGEMENTS DE GARANTIE		
* Engagements reçus d'établissements de crédit	62	83
* Engagements reçus d'organismes d'assurances	38 078	45 009
* Engagements reçus de la clientèle	101 626	97 919
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME		
* Opérations de couverture	25 000	0

NOTE 14) TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (avant répartition)

en milliers d' €

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES hors FRBG

	Capital	Primes	Réserves légalés	Réserve Statutaire	Autres réserves	Report à nouveau	Provisions réglementées et subvention d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
Solde au 31/12/2006	4 830	3 842	1 798	13 355	16 943	0	1 428	16 969	59 165
Affectation du résultat 2006					16 969			-16 969	
Dividendes versés au titre de 2006					-15 837				
Résultat exercice 2007								11 502	
Augmentation capital et prime d'émission	319	13 188							
Autres variations							215		
Solde au 31/12/2007	5 149	17 030	1 798	13 355	18 075	0	1 643	11 502	68 552
Affectation du résultat 2007					11 502			-11 502	
Dividendes versés au titre de 2007					-7 429				
Résultat exercice 2008								8 528	
Augmentation capital et prime d'émission	165	5 764							
Autres variations							171		
Solde au 31/12/2008	5 314	22 794	1 798	13 355	22 148	0	1 814	8 528	75 751

107 800 actions réinvesties à 54,99€ soit en capital 165K€ et en prime d'émission 5 764K€

Nombre d'actions composant le capital après réinvestissement soit 3 484 538 actions

NOTE 15) COMPOSITION DES FONDS PROPRES (avant répartition)

en milliers d' €

	2008	variations	2007
Capitaux propres	75 751	7 199	68 552
Fonds pour risques bancaires généraux	12 800	0	12 800
FONDS PROPRES	88 551	7 199	81 352

ANNEXES AU COMPTE DE RESULTAT

NOTE 16) INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES

en milliers d'€

	Intérêts et produits assimilés		Intérêts et charges assimilées		Net	
	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007
Intérêts sur établissements de crédit	1 535 (1)	769	8	38	1 527	731
Intérêts sur opérations avec la clientèle	8 497	7 816	594	361	7 903	7 455
Intérêts sur instruments financiers à terme	216 (2)				216	0
Intérêts sur obligations et autres titres à revenu fixe	19	10			19	10
Intérêts sur T.C.N.			3 471	2 488	-3 471	-2 488
Autres intérêts et charges assimilées			75	88	-75	-88
	10 267	8 595	4 148	2 975	6 119	5 620

(1) dont intérêts compte ordinaire débiteur du CFCAL-SCF pour 1 296 K€

(2) le CFCAL-BANQUE a initié pour la première fois en 2008 des opérations de couverture

NOTE 17) REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE

en milliers d'€

	31/12/2008	31/12/2007
Dividendes & produits assimilés sur titres de placement	241	275
Dividendes & produits assimilés sur titres de participation et autres titres détenus à long terme	6 000 (2)	5 998 (1)
	6 241	6 273

(1) dont dividende de 5 988K€ provenant de la filiale SCF

(2) dont dividende de 5 988K€ provenant de la filiale SCF

NOTE 18) COMMISSIONS

en milliers d'€

	Commissions Charges		Commissions Produits		Net	
	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007
Commissions sur opérations avec la clientèle	2 241	3 442	1 778	2 675	-463	-767
Commissions sur titres	30	30	56	13	26	-17
Commissions refacturées à la SCF	1 690	2 206	2 260	3 126	570	920
Indemnités de remboursements anticipés			134	152	134	152
Diverses commissions	412	359	93	86	-319	-273
	4 373	6 037	4 321	6 052	-52	15

NOTE 19) GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT

en milliers d'€

	2008	2007
Plus-values sur titres de placement	1 717	3 081
Moins-values sur titres de placement	369	159
Moins-values sur titres de participation		12
Plus-values nettes	1 348	2 910
Reprises de provisions pour dépréciation des titres de placement	227	223
Reprises de provisions sur titres de participation		12
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement	1 438	228
Dotations ou reprises nettes	-1 211	7
Frais d'acquisition	48	71
Solde des opérations sur titres de placement	89	2 846

NOTE 20) AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

en milliers d'€

	Charges		Produits		Net	
	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007
Immeubles de placement	459	371	1 272	1 189	813	818
Cession immobilisations corporelles	179	87	186	250	7	
Charges refacturées-produits rétrocédés			22	55	22	55
Autres produits d'exploitation bancaire			37	24	37	24
Dotations et reprises d'exploitation			-177 (1)	21 (1)	-177	21
Dotations aux amortissements immeubles de placement	234	204			-234	-204
Dotations et reprises de provisions immeubles de placement	-85	-5			85	5
	787	657	1 340	1 539	553	719

(1) reprises de provisions nettes sur litiges assignations

NOTE 21) CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS
INCORPORELLES ET CORPORELLES

en milliers d'€

	2008	2007
Salaires et traitements	3 580	3 286
Charges de retraite	417 (1)	1 261
Autres charges liées au personnel	3 397	2 111
Frais de personnel	7 394	6 658
Impôts et taxes	420	405
Services extérieurs et autres frais administratifs	1 832	1 904
Charges générales d'exploitation	9 646	8 967
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	660	647
à déduire charges refacturées Société du groupe	-8 104	-7 657
TOTAL NET	2 202	1 957

(1) Au 31 décembre 2008 reclassement d'une cotisation sociale dans le poste "autres charges liées au personnel" pour un montant de 930 K€

NOTE 22) COUT DU RISQUE

en milliers d' €

	Dotations aux provisions et aux dépréciations		Reprises de provisions et de dépréciations		Net	
	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007
* Risques sur créances douteuses	1 135	980	1 855	1 685	-720	-705
* Risques sur comptes ordinaires débiteurs		12	281	14	-281	-2
* Risques complémentaires clientèle			17	17	-17	-17
* Risques biens acquis par adjudication	101		18		83	
* Risque divers	84	70	88	101	-4	-31
sous-total	1 320	1 062	2 259	1 817	-939	-755
	Créances irrécouvrables		Rentrées sur créances amorties		Net	
	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2007
* Créances douteuses	1 080	470	3	20	1 077	450
* Litiges assignations			45		-45	
* Comptes ordinaires débiteurs	173		10		163	
* Divers	37	50			37	50
TOTAL COUT DU RISQUE	2 610	1 582	2 317	1 837	293	-255

NOTE 23) VENTILATION DE L' EFFECTIF

	2008	2007
CADRES	20	19
TECHNICIENS	87	88
	107	107

NOTE 24) IMPOT SUR LES SOCIETES

en milliers d' €

	2008	2007
Charges des impôts courants sur le résultat GROUPE	7 403	6 883
Produits intégration fiscale SCF	-6 015	-4 699
Dotations provisions pour impôt (contrôle fiscal exercices 2005-2006-2007)	357	0
	1 745	2 184

NOTE 25) TABLEAU DES FILIALES , PARTICIPATIONS, PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES ET AUTRES TITRES
DETENUS A LONG TERME

en milliers d'€

SOCIETES	Capital	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue en %	Valeurs comptables des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la Société	PNB ou chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
* PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES									
FILIALES (50% au moins du capital détenu par la Société)									
C.F.C.A.L. - Société de Crédit Foncier (Siren 424 184 737) 1,rue du Dôme à STRASBOURG	8 953	31 679	99,99%	12 197			25 896 (1)	10 356	
Sàrl LA GERANCE FINANCIERE (Siren 568 503 551) 1,rue du Dôme à STRASBOURG	168	1 622	100,00%	154			221 (2)	84	
* PARTICIPATION ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME									
Titres de participation									
Titres de l'activité de portefeuille									
				5					
				31					

(1) PNB

(2) Chiffre d'affaires

Inventaire des valeurs mobilières au 31 Décembre 2008

Titres de placement et participations dont la valeur d'inventaire est égale ou supérieure à 23 000 €

A - Fonds d'Etat, Obligations et Bons

650000	OATI 1,60 % 2011	681 304,97 €
650000	OATI 2,50 % 2013	719 796,00 €
650000	OATI 3,00 % 2009	688 778,52 €
50	B.R.D.3,25% 2005-2010	49 227,58 €
100	B.R.D.3,50% 2004-2009	99 615,95 €
100	B.R.D.3,25% 2004-2009	99 963,06 €
Sous-total Obligations		2 338 686,08 €

Créances rattachées **79 547,33 €**

TOTAL GENERAL OBLIGATIONS

2 418 233,41 €

B - Actions, Parts et Sicav

2850	LAFARGE	214 249,26 €
3500	AIR LIQUIDE	206 535,00 €
4672	SANOFI-AVENTIS	203 422,46 €
2500	SOCIETE GENERALE	178 233,80 €
3000	TOTAL	159 649,95 €
721	ALLIANZ HOLD.	145 069,46 €
1500	CIMENTS FRANCAIS	126 007,21 €
6000	AXA	122 772,59 €
6600	CREDIT AGRICOLE	117 864,00 €
2730	CHRISTIAN DIOR	113 315,22 €
2000	VINCI	111 820,00 €
1500	EULER HERMES	105 219,45 €
3000	ADECCO	103 500,00 €
4000	KAUFMAN & BROAD	101 898,80 €
4000	B.A.S.F.	100 317,08 €
588,402	SICAV PARVEST EUROPE ALPHA	96 468,00 €
2000	CARREFOUR	93 909,07 €
6000	DEXIA	93 600,00 €
200	SICAV PARVEST SWITZERLAND	92 876,00 €
2300	SAINT-GOBAIN	90 658,51 €
400	SICAV PARVEST EUROPE OPPORTUNITE	89 344,00 €
400	SICAV PARVEST EURO EQUITIES	86 648,00 €
2056	VEOLIA ENVIRONNEMENT	85 191,22 €
1860	LINDE AG	84 501,53 €
600	FONCIERE DES REGIONS	83 340,00 €
2400	RWE AG Stammaktien -A-	80 734,59 €
1850	CARBONE-LORRAINE	68 590,78 €
845	SALVEPAR	65 756,49 €
1000	SIEMENS AG	64 630,00 €
1230	RHODIA	60 398,67 €
2429	VIVENDI UNIVERSAL	60 169,12 €
860	BIC	56 122,78 €

3000 AIR FRANCE - KLM	54 833,10 €
6000 NOKIA CORP.	51 974,47 €
300 VALLOUREC	51 867,00 €
1300 BOLLORE INVESTISSEMENTS	48 054,57 €
1560 SCHLUMBERGER LTD	47 333,74 €
1000 L.V.M.H.	44 924,78 €
600 CASINO GUICHARD	44 246,50 €
3000 DEUTSCH TELEKOM	40 365,00 €
1500 C.G.G. VERITAS	38 253,15 €
800 HORNBAACH HOLDING	36 637,84 €
2200 UPM KYMMENE	35 838,00 €
1800 HENKEL VZ	35 490,00 €
4581 AGOR AG	32 743,70 €
1210 GENERALI ASSICURAZIONI	32 065,00 €
3053 I.V.G. IMMOBILIEN AG	30 523,68 €
2500 SÜDZUCKER AG MANNHEIM-OCHSENFURT	30 225,00 €
700 SODEXHO ALLIANCE	29 593,00 €
10400 PARMALAT FINANZIARIA SPA	26 377,52 €
300 HERMES INTERNATIONAL	25 710,00 €
930 ELECTRICITE DE STRASBOURG	25 361,17 €
1800 NORDDEUTSCHE AFFINERIE	25 308,00 €
300 GUYENNE ET GASCOGNE	24 600,00 €
Sous-total Actions, Parts et Sicav	4 275 138,26 €
Actions Parts et Sicav dont la valeur est < 23 000 €	221 293,73 €
TOTAL GENERAL ACTIONS	4 496 431,99 €

TOTAL GENERAL PORTEFEUILLE	6 914 665,40 €
-----------------------------------	-----------------------

**CREDIT FONCIER ET COMMUNAL D'ALSACE ET DE LORRAINE –
BANQUE**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2008

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92200 Neuilly sur Seine

KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2008

Aux Actionnaires

**Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine – Banque
(CFCAL – Banque)**
1, rue du Dôme
67000 Strasbourg

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société CFCAL – Banque, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification des appréciations

La crise financière et économique, qui s'est notamment traduite par la hausse exceptionnelle de la volatilité, la forte contraction de la liquidité sur certains marchés, ainsi que par une difficulté à appréhender les perspectives économiques et financières, a de multiples impacts sur les établissements de crédit, notamment sur leurs activités, leurs résultats, leurs risques et leur refinancement (Cf. note I de l'annexe). Cette situation crée des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables. C'est dans ce contexte que nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance en application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce :

- Comme indiqué dans la note I de l'annexe aux comptes annuels, votre société constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Nous avons examiné le dispositif de contrôle mis en place par la direction relatif aux risques de crédit, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture à l'actif par des dépréciations déterminées sur base individuelle, et au passif, par des provisions destinées à couvrir des risques clientèle non affectés.
- Votre société détient des positions sur titres et instruments financiers. La note I de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux titres et instruments financiers. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au classement comptable et à la détermination des paramètres utilisés pour la valorisation de ces positions dans le contexte décrit ci-dessus. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues par votre société et des informations fournies dans les notes annexes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III- Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels ;
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 30 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes du CFCAL - Banque

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit

Anik Chaumartin

Sylvain Mayeur

Philippe Saint-Pierre